

LA LUTTE CONTRE  
LA BUREAUCRATIE

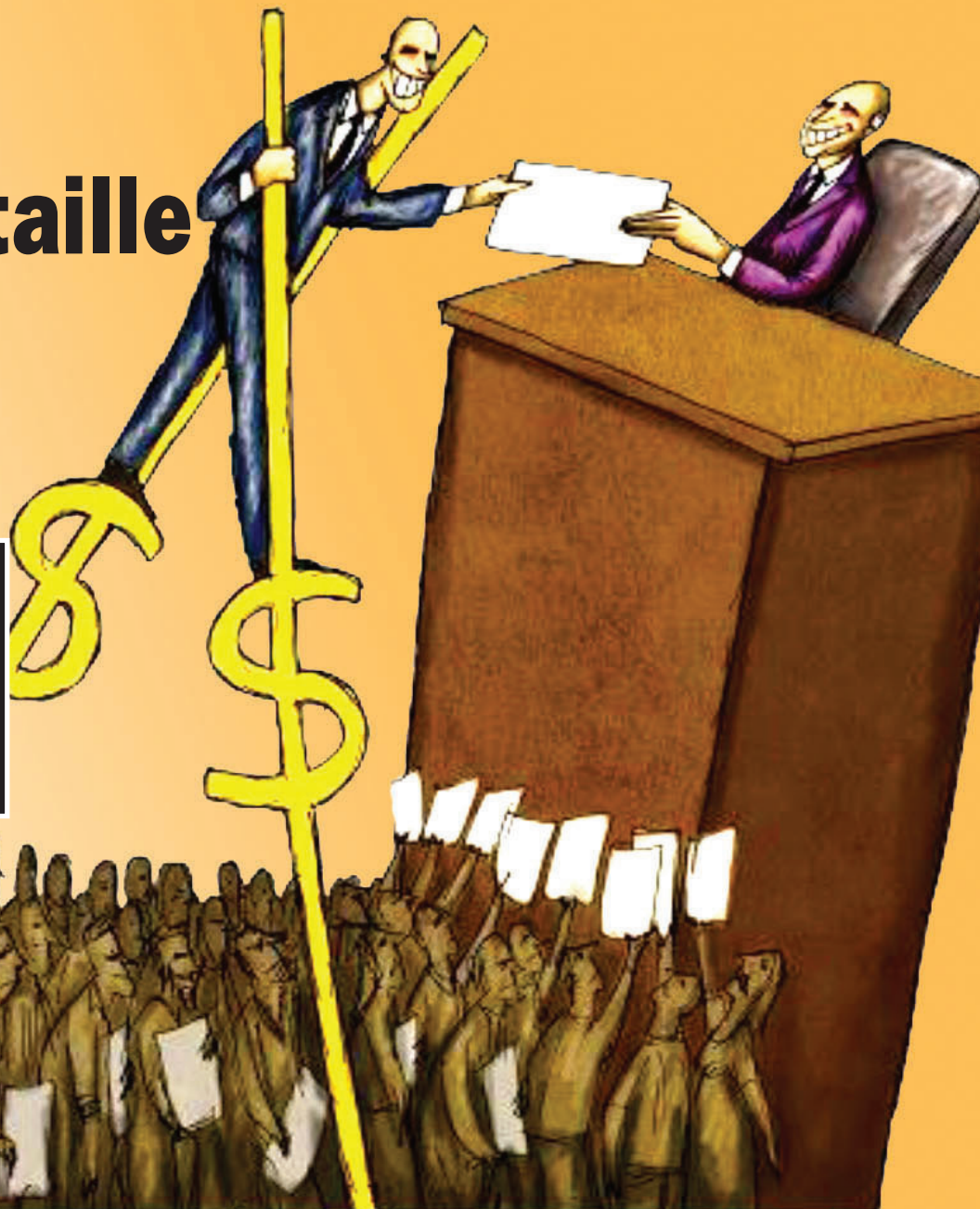
# Le cheval de bataille du Président Tebboune !

CHERIF ALI

## Le Quotidien

Edition Nationale d'Information

D'ORAN



■ **Imaginez  
l'Algérie de  
demain : 2040**

OUKACI LOUNIS

■ **Un dialogue  
difficile  
à engager**

SLEMNIA BENDAOU



■ **Livres :  
culture  
et politique**

BELKACEM AHCENE-DJABALLAH

■ **Resserrer les liens,  
quels liens ?**

DERGUINI AREZKI



■ **La transition démographique  
et son impact sur l'augmentation  
de l'incidence des maladies du sang**

BEKADJA MOHAMMED-AMINE



Ph.: Rachid K.

P 4 à 8



## Agriculture Développer le secteur sur des bases solides

**La production des céréales a été au centre des assises nationales de l'agriculture où le président de la République l'a qualifiée de « stratégique » et pour laquelle le 1<sup>er</sup> ministre a noté cette année une hausse du soutien financier à 60 milliards DA en 2022 contre 30 en 2021, ceci, a-t-il dit, « pour alléger sa lourde facture qui risque de doubler en 2023, en raison des tensions géostratégiques ».**

Ghania Oukazi

Le 1<sup>er</sup> ministre a donné ces précisions et d'autres lors de la clôture, mardi en début de soirée au Palais des nations de Club des pins, des assises nationales de l'agriculture placées sous le thème « Agriculture: pour une sécurité alimentaire durable ». Des assises qui ont sanctionné les travaux des ateliers organisés la veille et animés par 440 participants issus de la profession qui ont débattu « 8 problématiques stratégiques répondant aux priorités inscrites dans la feuille de route du gouvernement ».

Le 1<sup>er</sup> ministre a noté que « chaque année, le secteur importe des céréales pour un montant de 500 milliards DA ». Désormais, dit-il, « on révisera le foncier agricole selon la formule la terre à celui qui la travaille ». L'objectif étant selon lui « d'éviter les mauvaises pratiques qui ont émaillé la production céréalière l'année dernière et ont influé sur la sécurité alimentaire et la sécurité nationale, de faire de la filière un pôle stratégique voire un défi national ». Il a lancé un appel pressant aux agriculteurs « pour réaliser la sécurité alimentaire nationale, il faut relever le défi d'augmenter la production, vous et les instituts de recherche du secteur ». Des instituts que le ministère de l'Agriculture doit, dit-il, « en réviser leur organisation et le fonctionnement, la terre ne doit pas donner moins de 50q/ha ». Benabderahmane a souligné qu'« étant un objectif principal et stratégique, il est impératif d'arriver à l'autosuffisance en céréales parce que la facture pourrait doubler cette année en raison des tensions géostratégiques dans le monde ». Il a fait savoir qu'« en plus de la révision à la hausse des mesures incitatives, la filière des céréales a bénéficié de nouvelles semences de haute qualité pour assurer l'augmentation de la production, un soutien financier aux engrais qui passe cette année de 20 à 50%, soit 29 milliards DA d'aides contre 11 en 2022 ». Il a rappelé la décision de permettre « l'importation de matériels agricoles d'occasion dont certains sont exempts de taxes douanières ». Les légumes secs viennent de bénéficier cette année, selon lui, « d'une augmentation de leurs superficies pour atteindre 150.000 ha, celles de l'arboriculture ont atteint 125.000 ha, la production des viandes rouges doit doubler avec l'introduction de nouvelles méthodes chez les éleveurs ». Il a recommandé au ministère de tutelle de « revoir en profondeur l'organisation et le fonctionnement du centre de vaccination par les experts nationaux et l'importation des produits nécessaires de l'étranger ». Il demande aux acteurs de la filière volailles « d'élargir le mode industriel et d'intégrer totalement celui agricole ». Il leur promet que « l'Etat leur achè-

tera toute surproduction » et affirme « l'achat de 22 millions de doses de vaccin contre la grippe aviaire tout autant que celui d'un million de tonnes de maïs (...) ». Il demande en outre au ministère de l'Agriculture de « réorganiser les offices de la filière ».

Il a avoué qu'« on n'a pas trouvé les causes à ces fluctuations des prix, il y a des perturbations dans le circuit de la production à la commercialisation jusqu'au consommateur », et dit à l'attention des éleveurs, « on combat les spéculateurs et les intermédiaires illégaux, ce sont nos ennemis et vos ennemis ». Pour la production de l'huile, il a noté l'augmentation des superficies de production des oléagineux pour arriver à 1,5 million t/an et 160.000 ha pour la culture de la betterave sucrière. Par ailleurs, l'Etat a, selon lui, accordé près de 17 milliards DA pour la production et la distribution de lait frais. Il réclame pour tout le secteur « des statistiques réelles par la numérisation ». A propos de l'identification fiscale, il dira qu'« on l'a élargi à toutes les filières du secteur » et assure que « tous les projets agricoles peuvent être financés par les banques publiques et privées, elles sont obligées de le faire ». Au ministère des Finances, il demande de restructurer et de revoir le fonctionnement de la CNMA (Caisse nationale de mutualité agricole). Les principales recommandations des ateliers ont alors insisté sur « la généralisation des efforts de numérisation dans le secteur agricole pour une meilleure gestion des données, la modernisation des moyens de production, le développement des filières stratégiques, la nécessité de renforcer les ressources humaines (...) ». Le 1<sup>er</sup> ministre a affirmé après leur lecture que « ces recommandations seront débattues au niveau de la réunion du gouvernement et soumises au Conseil des ministres pour leur évaluation par le président de la République, afin qu'elles ne restent pas lettre morte ». Il a instruit le ministère de l'Agriculture et du Développement rural « à définir un calendrier n'excédant pas 12 mois pour leur application sur le terrain ». Il a précisé que « l'élaboration du calendrier de la concrétisation de ces recommandations qui revêtent une grande importance, doit être menée en coordination avec les autres départements ministériels, dont celui des Finances, du Commerce, de la Pêche et de l'Industrie ». Ces recommandations permettront, dit-il, au gouvernement « d'élaborer une stratégie pour développer le secteur de l'agriculture sur des bases solides et des données crédibles reflétant la réalité économique, et ce en vue de réaliser les objectifs tracés suivant une approche fondée sur la préservation des intérêts des agriculteurs et des éleveurs qui contribuent à la réalisation de la sécurité alimentaire ».



## ANALYSE

Abdelkrim Zerkouri

### Un système à moderniser

**A** quel degré l'empreinte digitale pourrait-elle renforcer les

contrôles frontaliers ? Appliquée depuis quelques jours au niveau des postes frontaliers à l'Est, qui enregistrent un flux important de voyageurs se rendant ou arrivant de Tunisie, ainsi qu'au niveau de l'aéroport international Houari Boumediene, en attendant la généralisation de ce nouveau système de contrôle, selon des sources médiatiques, l'intégration de l'empreinte digitale dans la procédure d'authentification des passagers devrait confirmer la concordance de l'empreinte avec les données contenues dans la puce biométrique du passeport du passager.

Même si ce procédé est dépassé par l'avancée des technologies des systèmes de contrôle aux frontières, c'est déjà une barrière devant ceux qui tenteraient de traverser les frontières sous une fausse identité.

Le passeport biométrique, qu'on présentait comme sûr et infalsifiable, ne répond plus, à lui seul, aux défis de ce secteur sensible. Les méthodes appliquées aux frontières algériennes sont à moderniser régulièrement et il est grand temps non seulement de les renforcer mais de songer également à mettre à la disposition des polices des frontières et des douanes de nou-

veaux systèmes plus performants. Ainsi, la mise en application du contrôle d'identité par la re-

connaissance faciale afin d'améliorer le contrôle automatisé aux frontières et la sécurité en général au niveau des postes frontaliers aéroportuaires, maritimes et terrestres serait la bienvenue.

Il s'agit seulement de placer le lecteur biométrique à reconnaissance faciale sur l'ensemble des portes, en veillant à avoir une vue dégagée. Dans certains grands aéroports étrangers, les systèmes de contrôle des passagers sont à des niveaux technologiques, automatisés, qui réduisent considérablement l'intervention humaine, tels que la « biométrie en mouvement », ou la reconnaissance faciale et la reconnaissance d'empreintes digitales sans contact. Et cela n'est pas du secret confidentiel.

Le développement des technologies visant le renforcement des contrôles au niveau des postes frontaliers a atteint des niveaux fabuleux, au point de rivaliser en ingéniosité pour évoluer toujours vers un meilleur système de contrôle, avec des interactions locales et internationales entre les services de police et de douanes. Et tout est fait pour fluidifier l'embarquement des passagers en toute sécurité, bien sûr.

## Atelier de travail sur le développement de l'industrie du bois

Le ministère de l'Industrie a organisé un atelier de travail sur le développement de la filière de l'industrie du bois en Algérie, auquel ont pris part plus de 50 participants représentant les ministères concernés, les organisations de patronat, les associations professionnelles et les principaux opérateurs économiques publics et privés, a indiqué, mercredi, un communiqué du ministère.

« Dans le cadre de l'organisation et de la relance de certaines filières industrielles, à travers la consécration du dialogue et de la concertation avec les entreprises publiques et les opérateurs économiques activant dans les filières industrielles, le ministère

de l'Industrie a organisé, au début de cette semaine, le 4<sup>e</sup> atelier de travail consacré au développement de la filière de l'industrie du bois en Algérie, auquel ont pris part plus de 50 participants représentant les ministères concernés, les organisations de patronat, les associations professionnelles et les principaux opérateurs économiques publics et privés », lit-on dans le communiqué. Cette séance s'inscrit dans le cadre du programme d'action tracé par le ministère de l'Industrie, lors de la 1<sup>re</sup> réunion, tenue le 29 décembre 2022, portant sur les thèmes de la matière première, du foncier industriel et de la formation professionnelle dans le

domaine du bois et du marketing, indique la même source.

Il sera procédé, en coordination avec l'ensemble des opérateurs industriels et professionnels, les organisations et les associations activant dans le domaine du bois, à l'élaboration d'un rapport sur la filière qui inclura les volets examinés lors de la série de rencontres, ainsi que la présentation d'un état des lieux de la filière de bois, avec les solutions urgentes à moyen et à long termes, ajoute le communiqué.

Une fois élaboré et adopté, ce rapport sera « sera soumis aux Hautes autorités, en vue de prendre les décisions indispensables », conclut le communiqué.

**Le Quotidien**  
D'ORAN

Edition Nationale d'Information  
Editée par la SPA  
**ORAN - PRESSE**  
au Capital de 195.923.000,00 DA

**Président**  
**Directeur Général**  
**Directeur**  
**de la Publication**  
Mohamed Abdou  
BENABBOU

**Direction - Administration**  
**Rédaction centrale**  
63, Ave de l'ANP - Oran  
B.P.N°110 - Oran  
Tél. 041.23.25.22  
23.25.23 / 23.25.24  
23.25.69 / 23.25.84 / 23.26.15

**Fax Pub:** 041.23.25.21  
**Fax et Rédaction:** 041.23.25.20

**Imp. : Oran :** imprimerie  
"Le Quotidien d'Oran"  
**Alger :** imprimerie "Le Quotidien d'Oran"  
**Constantine :** S.I.E.

**INTERNET:** <http://www.lequotidien-oran.com>  
**E-mail :** [infos@lequotidien-oran.com](mailto:infos@lequotidien-oran.com)  
[publicite@lequotidien-oran.com](mailto:publicite@lequotidien-oran.com)  
[admin@lequotidien-oran.com](mailto:admin@lequotidien-oran.com)  
[lequotidiendoran@yahoo.fr](mailto:lequotidiendoran@yahoo.fr)

**Rédaction Algéroise**  
Tél. : 021. 64.96.39 - Fax : 021. 61.71.57  
**Pub Tél.:** 021. 64.96.44

**Rédaction Constantinoise**  
Tél. : 031.92.12.11  
Fax : 031.92.12.22

**Diffusion : Ouest et Centre : SDPO - Est: SO.DI. PRESSE**



## Réunion hebdomadaire du gouvernement La pension alimentaire au menu

**Le Premier ministre Aïmene Benabderrahmane a présidé, hier mercredi, une réunion du gouvernement, indique un communiqué des services du Premier ministre.**



El-Houari Dilmi

Lors de cette réunion hebdomadaire, le gouvernement a examiné dans le domaine de la justice un avant-projet de loi portant mesures particulières pour l'obtention de la pension alimentaire, présenté par le ministre de la Justice, garde des Sceaux. Ce nouveau dispositif législatif a pour objet la réforme du cadre d'intervention de l'Etat en matière de garantie du droit à la pension alimentaire, au profit des enfants et des femmes bénéficiaires, après la clôture du fonds de la pension alimentaire par la loi de finances pour l'année 2021.

Dans le domaine de l'agriculture, le gouvernement a examiné un projet de décret exécutif portant affectation d'une parcelle de la forêt domaniale Ouled Antar, commune d'Ouled Antar, dans la wilaya de Médéa, s'inscrivant dans le cadre du renforcement de la qualité des services publics relevant d'organismes publics.

Pour le secteur de la solidarité nationale, le gouvernement a entendu une présentation de la

ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme sur la situation des établissements spécialisés relevant de son département ministériel et de leurs perspectives. A ce titre, il a été fait état des principales contraintes entravant le bon fonctionnement de ces structures d'accueil, notamment celles destinées à la prise en charge des enfants délinquants et des personnes âgées. Dans le domaine de la pêche, le ministre du secteur a présenté une communication sur l'avancement dans l'exécution de la feuille de route relative à la mise en œuvre du régime spécifique de protection sociale des professionnels de la pêche. Cette feuille de route « vise l'amélioration des conditions de travail des professionnels de la pêche, notamment par la mise en place d'un dispositif de soutien au profit de certaines catégories de professionnels de la pêche ne disposant d'aucune source de revenus durant les périodes d'intempérie et de repos biologique des poissons », selon le communiqué des services du Premier ministre.

## Relance du marché national des véhicules Une «bouffée d'oxygène» pour les compagnies d'assurance

R. N.

Le Conseil national des Assurances (CNA) salue le « retour des activités de construction de véhicules et de concessionnaires automobile, en Algérie, à partir de 2023 », et estime que cela « constituera une bouffée d'oxygène pour les sociétés d'assurances, compte tenu de la part de la branche automobile qui génère près de la moitié du chiffre d'affaires global du marché des assurances ». « Le marché national des Assurances, notamment l'assurance automobile, connaîtra certainement un autre rythme de croissance, à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie », ajoute le CNA dans une publication sur son site Web datant du 13 février 2023 et reprise hier par l'APS. Le texte rappelle qu'après quelques années de « tergiversations », le secteur de la construction de véhicules connaît « un dénouement pouvant répondre aux attentes du consommateur algérien », et que l'assurance « Automobile », connaîtra « certainement un autre rythme de croissance, à la lumière du nouveau contexte de construction automobile en Algérie ». Le CNA estime que les conditions de la nouvelle démarche en matière de construction automobile sont « mieux étudiées », ce qui va avoir des retombées « certaines » sur le marché des assurances, en particu-



lier, et l'économie nationale, en général. Pour une branche qui génère « près de la moitié du chiffre d'affaires global du marché des assurances », le blocage de l'importation et de la construction de véhicules neufs, de ces dernières années, a eu des conséquences sur le secteur des Assurances, ajoute le CNA, pour qui ce retour d'activité « devra permettre des partenariats avec les assureurs, du fait que l'assurance est souvent l'un des arguments de vente ».

Les Assureurs indiquent également que le retour du marché des véhicules neufs en Algérie va booster celui du « Crédit » qui devrait aussi connaître une nou-

velle dynamique, car les assureurs devraient également prendre en compte les dispositions des cahiers des charges en matière d'assurances des infrastructures et/ou des produits commercialisés par les concessionnaires et constructeurs de véhicules neufs.

Pour le CNA, les différentes mesures adoptées par les autorités permettront au marché national de commencer à accueillir des véhicules neufs ou d'occasion, commercialisés par des concessionnaires ou importés par des particuliers, ce qui devra booster l'activité et la croissance de plusieurs autres secteurs et activités, dont celui des Assurances.

Raïna  
Raïkoum

Amine Bouali

Un jour, au milieu des années 1950, le bachagha Kheladi Benmiloud, dont l'influence s'étendait à toute la région du Tiout (une oasis située à une dizaine de km à l'est de Aïn Sefra) a eu maille à partir avec un haut fonctionnaire de l'administration coloniale. Ce dernier, le voyant se présenter dans son bureau recouvert d'un magnifique burnous blanc, l'apostropha de manière fort désobligeante : « Vous savez, monsieur le bachagha, de loin, je vous ai pris pour une femme » ! Sans se démonter le moins du monde, le fier lion du Tiout (qui en avait vu d'autres) ! lui répliqua du tac au tac : « Vous savez, monsieur le fonctionnaire, de loin, je vous ai pris pour un hom-

«De loin, je vous ai pris  
pour un homme» !

collective exercée à l'égard de populations sans défense». Plusieurs morales peuvent être tirées de l'authentique anecdote rapportée plus haut : « L'habit ne fait pas le moine » ? « À malin, malin et demi » ? « C'est l'arroseur arrosé » ? Ou « Le bâton que tu sous-estimes risque de t'aveugler » ? Ou alors, de manière plus directe : « Le colonialisme n'est pas une machine à penser, n'est pas un corps doué de raison. Il est la violence à l'état de nature et ne peut s'incliner que devant une plus grande violence » (Dixit le regretté Frantz Fanon).

## En l'espace d'une semaine 9 éléments de soutien aux terroristes arrêtés

Neuf (9) éléments de soutien aux groupes terroristes ont été arrêtés par des détachements de l'Armée nationale populaire (ANP) dans des opérations distinctes à travers le territoire national, durant la semaine dernière, selon un bilan opérationnel publié mercredi par le ministère de la Défense nationale (MDN).

« Dans le cadre de la lutte antiterroriste et de la sécurisation des frontières, des détachements combinés de l'Armée nationale populaire ont arrêté (09) éléments de soutien aux groupes terroristes dans des opérations distinctes à travers le territoire national », précise ce bilan pour la période du 22 au 28 février 2023.

Selon la même source, « des détachements combinés de l'ANP ont arrêté, en coordina-

tion avec les différents services de sécurité lors d'opérations exécutées à travers les Régions Militaires, (65) narcotrafiquants et mis en échec des tentatives d'introduction des quantités de drogues provenant des frontières avec le Maroc, s'élevant à (10) quintaux et (31) kilogrammes de kif traité ».

Ces opérations exécutées dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée et en continuité des efforts soutenus visant à contrer le fléau du narcotrafic dans notre pays, ont permis également la saisie de « (267141) comprimés psychotropes et (523) grammes de cocaïne », ajoute le bilan.

A Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Tindouf et Djanet, des détachements de l'Armée nationale populaire ont « intercepté (859) individus et saisi (43) véhicules, (145) groupes

électrogènes, (63) marteaux piqueurs, (61,5) quintaux de mélange d'or brut et de pierres, ainsi que des quantités d'explosifs, d'outils de détonation et d'équipements utilisés dans des opérations d'orpaillage illicite ».

Le bilan de l'ANP fait également état de l'arrestation de « (14) autres individus » et la saisie de « (07) fusils de chasse, (40) quintaux de tabacs, (4107) unités de différentes boissons et d'immenses quantités de denrées alimentaires destinées à la contrebande et la spéculation s'élevant à (111) tonnes » lors d'opérations distinctes à travers le territoire national.

De même, « les Garde-frontières ont déjoué, en coordination avec les services de la Gendarmerie nationale, des tentatives de contrebande de grandes quantités de car-

burants s'élevant à (52558) litres à Tamanrasset, Bordj Badji Mokhtar, Souk Ahras, El-Tarf et Tébessa ».

Par ailleurs, les Garde-côtes ont déjoué, au niveau de nos côtes nationales, des tentatives d'émigration clandestine et ont procédé au « sauvetage de (112) individus à bord d'embarcations de construction artisanale », alors que « (488) immigrants clandestins de différentes nationalités ont été arrêtés à travers le territoire national ».

Ces opérations exécutées par des unités et des détachements de l'ANP ont abouti à « des résultats de qualité qui reflètent le haut professionnalisme, la vigilance et la disponibilité permanente de nos Forces armées à travers tout le territoire national », souligne la même source.



## La lutte contre la bureaucratie Le cheval de bataille du Président Tebboune !



Par Cherif Ali

Parce qu'elle ne ment pas, parce qu'elle est réelle et fiable, parce qu'elle ne falsifie pas les données et parce qu'elle fournit la rapidité nécessaire pour résoudre les problèmes, la numérisation reste le moyen le plus efficace de lutte contre la bureaucratie et la corruption. Le président de la République en fait une urgence nationale.<sup>(1)</sup>

On ne veut plus de cette administration fondée sur l'autoritarisme, sur le repli, le clientélisme et où s'entremêlent des notions confuses d'intérêt général, intérêt public, ordre public ou intérêt du service. Tous les textes juridiques, du plus important à la simple circulaire, sont élaborés, pensés, réfléchis et discutés dans les sphères de l'administration et ne peuvent, conséquemment, échapper aux avis, observations et amendements de celle-ci, avant d'arriver à leur approbation.

Elle reste incontournable et les services publics qu'elle assure, s'ils ont une raison d'être, c'est bien sûr celle consistant, majoritairement, à fournir des prestations aux citoyens. Mais lorsque celles-ci présentent des défaillances, elles deviennent, fatalement, un ensemble de désagréments et surtout d'illusions pour eux. Conséquemment, un mur d'incompréhension s'installe entre l'administration et les administrés et le fossé se creuse davantage, il en est de même de la confiance qui s'effrite. La contestation s'installe forcément ! On demande le départ des élus, on conteste les walis !

**Il est vrai que, partout dans le monde, les relations administration-citoyens se caractérisent par des hauts et des bas, mais le plus significatif, c'est la régularité de la courbe : elle ne doit pas traduire un état de mauvaises relations.**

Evoquer ces mauvaises relations, cela signifie tout simplement qu'il faut mettre le doigt sur une réalité amère, celle vécue notamment par le commun des Algériens ; difficilement évitable, produit normal de tout appareil bureaucratique l'administration fonctionne mal, au point où parfois elle dessert plus qu'elle ne sert !

En théorie, elle est supposée être au service de l'intérêt général, soucieuse du respect du droit, n'ayant pour buts que ceux consistant à remplir convenablement les missions qu'on lui assigne, notamment les missions de service public.

Dans la réalité, l'administré qui se présente à elle a l'impression d'être livré à son propre sort ou, pis encore, d'être l'intrus qui dérange les responsables « qui n'ont pas que ça à faire », c'est-à-dire se préoccuper de lui et de son devenir.

Et, quand quelqu'un daigne enfin l'écouter, il

doit, au mieux, administré qu'il est, improviser un bref exposé afin de justifier sa présence dans les couloirs de l'administration.

Dans ce cas précis, il n'est pas à l'abri d'entendre une réponse lui signifiant «de revenir plus tard», l'heure étant, par exemple, «aux préparatifs de la saison touristique voire de telle ou telle quelconque festivité» !

En réaction, il peste contre l'Etat et forcément, se trompe de cible : en réalité, c'est à l'administration qu'il a eu affaire et d'où il est reparti bredouille !

Oui, mais posons-nous la question de savoir pourquoi cet administré est reparti bredouille ?

C'est peut-être aussi de sa faute, lui qui ignore tout des procédures administratives en usage, des jours de visite, et qui, peut-être, ignore même tout de la structuration de sa propre commune.

On présente, toujours, l'administration comme le bras de l'Etat, mais on ne doit pas perdre de vue que c'est un bras qui dispose, en réalité, d'une autonomie voisine de l'indépendance.

L'administration, depuis 1962, continue d'apparaître comme opaque, clientéliste et inhumaine pour les administrés. Elle leur est, de leur point de vue, injuste, contrairement à ceux, une minorité, «qui ont leurs entrées», et qui, par des pratiques condamnables, faut-il le rappeler, arrivent, à tous les coups, à se faire entendre et à concrétiser leurs demandes, dont certaines sont à la limite de la légalité. Là, il faut le dire et le dénoncer : qu'un responsable sait qu'il peut en toute impunité défier la règle de droit pour lui supplanter ses propos critiqués et apporter à ses connaissances «son petit coup de pouce» est tout simplement intolérable, mais malheureusement usité dans l'administration telle qu'elle est pratiquée dans nos contrées d'ici-bas ! Et n'importe quel citoyen peut citer une foultitude d'exemples du genre pour accréditer cette affirmation et justifier son désamour de l'administration. Il va sans dire que cette façon de faire est, heureusement, circonscrite à quelques cas et qu'elle ne concerne pas toute l'administration, encore moins l'ensemble des agents qui y officient.

**Mais le danger est là !**

L'Etat peut décider des projets les plus ambitieux, donner les instructions les plus louables, signer les textes les plus audacieux ( Code de l'investissement et ses textes subséquents) et se rendre compte que son appareil d'exécution est atteint de paralysie, de bureaucratie, et ne répond pas aux objectifs assignés.

Le Président Abdelmadjid Tebboune avait tenu à dénoncer personnellement des pratiques bureaucratiques «antinationales» qui étaient derrière le blocage de centaines et de centaines de projets pouvant être à l'origine de la création de milliers de postes d'emploi. Un véritable «crime économique», a-t-il estimé à l'ouverture de la conférence nationale sur la relance industrielle !!!

**Que faut-il faire en pareil cas ?**

## La transition démographique et son impact sur l'augmentation de l'incidence des maladies du sang

Par Bekadja Mohammed-Amine\*

Autrefois, le lendemain de l'indépendance, en 1962, la population algérienne ne comptait 11,62 millions d'habitants, un taux de mortalité très élevé et un taux d'alphabétisation inférieur à 5-10%. Soixante ans plus tard, la population algérienne compte au 1<sup>er</sup> janvier 2021, 44,6 millions d'habitants, soit une augmentation de 33 millions d'habitants, avec un taux d'accroissement de 384%. Par ailleurs, de 1962 à 1992, la structure de la pyramide des âges est restée inchangée, pendant près de 30 ans, avec un élargissement de sa base, correspondant à un fort taux de natalité et au caractère très jeune de la population dont plus de la moitié était âgée de moins de 30 ans. A partir de 2002, la structure de la pyramide des âges a commencé à montrer un rétrécissement de sa base au niveau des tranches d'âges entre 0-4 ans, 5-9 ans, 20-24 ans, 25-29 ans et 30-34 ans, au dépend d'un élargissement vers le sommet et correspondant à un vieillissement de la population. Ainsi, en 2021, la pyramide des âges en Algérie montre un taux de 29,58% parmi les 0-14 ans, un taux de 64,25% parmi les 15-64 ans et un taux de 6,17% parmi les 65 ans et plus. Cette augmentation au niveau de ces deux dernières tranches d'âges, correspond à un début de ce que l'on appelle la transition démographique. Cette transition est également confortée par l'augmentation de l'espérance de vie à la naissance, qui passe de 47,80 ans chez les femmes et 46,33 ans chez les hommes, en 1962, à plus de 76 ans en 2022, due en grande partie à l'amélioration des conditions de vie des Algériens, mais également grâce à la prise en charge sanitaire pendant six décennies ayant reflété le caractère social de l'Etat.

En hématologie, nombreuses sont les maladies

malignes du sang, qui sont spécifiques des sujets âgés au-delà de la sixième décennie. Ces affections sont de causes multifactorielles, liées aux cellules souches de la moelle osseuse, mais également à des anomalies de fonctionnement du système immunitaire à cet âge avancé de la vie, en rapport avec la sénescence.

En Algérie, sous l'égide de la société algérienne d'hématologie, de nombreuses enquêtes épidémiologiques nationales ont été réalisées au cours des hémopathies malignes, de 1994 à 2021, et ce, afin d'évaluer leurs incidences, leurs prévalences ainsi que leurs âges d'apparition. Au terme d'environ 30 années d'évolution, une étude de méta-analyse, portant sur l'épidémiologie de ces maladies malignes du sang a été réalisée dernièrement en Algérie, et publiée dans l'Algerian Journal of Health Sciences. Cette enquête a permis de mettre en évidence une nette tendance à la progression aussi bien de l'âge au diagnostic que de l'incidence de ces maladies malignes des sujets âgés au niveau du pays. A titre d'exemple, parmi les principales maladies malignes du sang, on relève au cours des leucémies aiguës myéloïdes, une augmentation de 10 ans de l'âge au diagnostic, qui passe de 39 ans en 1995 à 49 ans en 2021, et son incidence qui est multipliée par 2,5 (qui passe de 0,53/100.000 habitants en 1995 à 1,32/100.000 habitants en 2021). Pour le cancer des os ou Myélome multiple, l'âge au diagnostic est passé de 60 ans en 1994 à 73 ans en 2021, soit une augmentation de 13 ans, ainsi que son incidence qui est passée de 0,63/100.000 habitants en 1994 à 2,3/100.000 habitants en 2021 avec une augmentation de 3,65 fois plus. Pour les leucémies lymphoïdes chroniques, ou maladie du sang, associée aux ganglions, l'âge au diagnostic est passé de 64 ans en 2007 à 69 ans en 2020 avec une augmentation de l'âge de 5 ans et une augmentation de l'incidence, qui passe de 0,57/100.000 habitants en 2007 à 0,69/100.000

1. décider de déplacer les responsables, en nommer d'autres plus compétents, oui, peut-être ;

2. faire tourner les agents plus ou moins confrontés à ces risques, les permuer, peut constituer une solution ;

3. Se refuser à admettre de telles situations qui concernent peut-être des cas isolés et dire que tout va bien dans le meilleur des mondes, c'est quelque part vouer à l'échec toute volonté de progresser.

Et quand bien même il n'existerait que quelques cas rares, il faut se garder de les qualifier d'insignifiants ! On doit, au contraire, les considérer comme une tumeur qui risque de gangrener, à terme, tout l'appareil administratif. On ne doit pas amplifier, outre mesure, le sujet au point de le noyer dans l'immense problématique de la réforme du service public, concept encore à la recherche de sa propre définition et d'en faire un ministère perdu qu'il était dans la «transversalité» dans laquelle on l'a confiné.

**La solution, disions-nous, ne doit pas consister dans la création d'un ministère chargé de la réforme du service public, budgétivore, inutile, qui ne servirait qu'à recycler un personnel en panne d'idées.**

Rappelons-nous de ce ministère, taillé sur mesure pour Mohamed El Ghazi, qui assurait pourtant sa tutelle sur la Direction générale de la Fonction publique mais qui n'a pas fait montre de la moindre réaction concernant le scandale du «gel de 140.000 postes de travail», qui avait pénalisé tant et tant de demandeurs d'emploi, qui étaient en droit de demander des comptes et d'exiger des sanctions en rapport pour les auteurs !!!

Ceci étant dit, pour le commun des citoyens, l'administration reste un labyrinthe de ruelles sinueuses, emmêlées, tortueuses, où il ne fait que se heurter à des difficultés d'accueil, au manque d'informations, à la complexité des procédures, à l'inertie des responsables et à l'impéritie des agents.

**Et pour couronner le tout, l'abus d'autorité et l'inapplication du droit !**

Ce sont des aspects comme ceux-là qui donnent l'image d'une administration mal-aimée, dans toutes ses composantes, qu'elles relèvent des services centraux ou de ceux dits déconcentrés, même si ce n'est pas, bien évidemment, une tare spécifiquement algérienne, car réellement, quelle est cette société qui peut se vanter d'avoir une administration parfaite ?

Le président de la République excédé par l'inertie de certains responsables n'a eu de cesse d'appeler à mettre un terme à la bureaucratie qui a brisé le rêve des jeunes et les a empêché de concrétiser leurs projets :

1. Ils ne seront plus soumis au parcours du combattant pour la création de leurs entreprises !  
2. Le système déclaratif sera désormais adopté.

habitants en 2020, soit un facteur d'accroissement de 1,21. Enfin, au cours des syndromes myélo-dysplasiques, et qui correspondent à des défaillances de fabrication des éléments cellulaires du sang, l'âge au diagnostic est passé de 65 ans en 1995 à 69 ans en 2019, soit une augmentation de 4 années et une incidence qui passe de 0,07 en 1995 à 0,38/100.000 habitants en 2019, soit une augmentation de 5,42 fois.

L'augmentation des incidences de ces pathologies malignes, peut être expliquée en partie, par une meilleure couverture sanitaire et des moyens du diagnostic, plus performants, mais le fait de constater une augmentation parallèle de l'âge au diagnostic, témoigne indirectement du « vieillissement de la population algérienne ». Par ailleurs, la comparaison de l'âge d'apparition de ces maladies malignes du sang avec les données de la littérature, montre une nette tendance à la progression de l'âge au diagnostic ainsi que celle de l'incidence de l'ensemble des hémopathies malignes en Algérie. Ce changement de présentation du point de vue du profil âge des patients serait en rapport semble-t-il avec la notion de transition démographique de la population algérienne qui a débuté depuis les années 2000.

En effet, au cours de ces dernières années, cet âge moyen a tendance à s'élever pour se situer dans la fourchette de ceux décrits en Europe ou aux USA et ceci est lié au fait que le nombre de personnes âgées de 60 ans et plus, est estimé actuellement à plus de 4 millions d'habitants et devrait atteindre 10 millions d'habitants dans les quelques prochaines années vers l'horizon 2040, soit une augmentation de 7,43% par rapport à l'année 2021 (n=45 024 000) (dont la population âgée de plus de 60 ans est de 4 520 000) avec une augmentation de l'espérance de vie à la naissance à 82 ans chez l'homme et 83 ans chez la femme, selon l'ONS.

3. Un fonds sera dédié au financement des start-up.

Dans la foulée des mesures prises, il y a lieu de relever également cette création « d'une inspection générale » rattachée à la présidence de la République. Cette structure est censée lutter contre la chaîne rouillée et alambiquée des bureaucrates responsables notamment du blocage de la machine économique locale.

**Domaine dans lequel intervenait, non sans succès le Médiateur de la République d'alors et présentement ministre de l'Intérieur, des Collectivités locales et de l'Aménagement du territoire, Merad Brahim, qui a pu identifier les blocages dont souffrent les entreprises algériennes :**

1. Les obstacles entravant les projets d'investissement sont liés aux actes administratifs, les autorisations d'exploitation, les livrets fonciers et permis de construire, les certificats de conformité et les réserves techniques des ministères.

2. Il faut ajouter les problèmes liés à la viabilisation des zones d'activité, l'accès au foncier, les routes, l'électricité, le gaz et l'eau qui poussent une partie des entrepreneurs à abandonner leurs projets malgré les financements déjà consentis et les équipements acquis.

**Et les résultats ne se sont pas fait attendre :**

\*Plus de 915 projets d'investissement ont vu le jour ou ont redémarré !

\*Plus de 75.000 postes d'emploi ont été ouverts !

Intervenant à l'occasion de ses entretiens périodiques avec la presse, le Président Tebboune a assuré que l'Etat punira tous ceux qui favorisent la prolifération de la bureaucratie au sein de l'administration. « La bureaucratie est un ensemble de pratiques autoritaires suspectes, accumulées depuis des décennies par des individus qui se prennent pour des représentants du pouvoir. Nous les avons à l'œil », a-t-il dit.

Le Président est revenu à la charge lors du dernier Conseil des ministres pour asséner d'autres remarques tenant « d'échéances très élastiques, des chiffres approximatifs, des décisions qui perturbent le quotidien des citoyens et celui des opérateurs économiques »

En clair, il s'agit de la bureaucratie dont il a fait son cheval de bataille !

Pour conclure avec cet extrait de l'APS qui écrit ceci : « Toute l'action du président de la République a pour objectif de refléter le fait fondamental que les Algériens qui l'ont élu le 12 décembre 2019, ne veulent ni un retour aux pratiques du passé, ni à l'autoritarisme, ni au protectionnisme, ni à la 'hogra' et aux désastres que représente un pays, qui a été verrouillé et livré au bon vouloir de certains dangereux bureaucrates ; il est aiguillonné par ses fortes convictions, ses 54 engagements et les pulsions de tout un peuple en désir d'avenir ».

1-Brahim Takherout

Ainsi, en termes de prévisions, le nombre des habitants âgés de plus de 60 ans aura doublé en 20 ans, et au vu de la tendance à l'augmentation progressive de l'incidence spécifique des maladies malignes du sang des sujets âgés, le nombre très élevé de ces maladies qui s'en suivra aux environs de 2040 va engendrer de graves problèmes de logistiques en matières de structures d'hospitalisations et en particulier pour les leucémies aiguës, dont les services d'accueil actuellement sont très insuffisants. A cette injustice d'accès aux soins pour l'ensemble de cette frange de la population (problème d'éthique majeur), s'ajoute le manque de formation spécialisée en gériatrie ainsi que l'encadrement paramédical spécifique. Il est alors, temps pour les pouvoirs publics de se pencher sur ce problème pour se préparer à contenir l'afflux de patients âgés lié à la transition démographique et au vieillissement de la population algérienne par une réorganisation des services de santé, avec l'ouverture de structures médicales spécialisées, en particulier en gériatrie et l'introduction de l'enseignement de la gériatrie dans les facultés de médecine du pays.

*\*Médecin spécialiste des maladies du Sang -  
Président du Pôle Greffe de l'EHU 1<sup>er</sup> Novembre  
Oran - Coordinateur national du Groupe Algérien  
d'étude des leucémies aiguës et Myélodysplasies -  
Professeur des Universités - Université Ahmed  
Benbella 1, Oran, Algérie.*

**Référence :**

1/ Office National des Statistiques: ONS. <https://www.ons.dz>  
2/ La Banque mondiale en Algérie. <https://www.banquemondiale.org/country/algeria>  
3/ Bekadja MA et al. Impact de l'âge et de la transition démographique sur les hémopathies malignes en Algérie. Etude de méta-analyse portant sur une période allant de 1992 à 2021 (30 ans). Algerian Journal of Health Sciences, Vol 4, Num 2,(2022) : 181-189.



# Imaginez l'Algérie de demain : 2040

Par Oukaci Lounis\*

1ère partie

**L**es investissements étrangers ont augmenté et le pays a mis en place des réformes pour encourager l'innovation et la création d'emplois. L'Algérie a également fait des progrès considérables en matière de développement durable. Le pays a mis en place des politiques pour réduire la pollution et améliorer la qualité de l'air et de l'eau.

Il a également mis en place des programmes pour encourager l'utilisation des énergies renouvelables et pour promouvoir l'utilisation des technologies propres. L'Algérie de demain sera un pays plus prospère, plus démocratique et plus durable. Avec une population jeune et dynamique, une économie diversifiée et une volonté de modernisation, l'Algérie est bien placée pour devenir un acteur majeur sur la scène africaine et la scène internationale.

Avec une bonne gouvernance basée sur la Méritocratie, l'Algérie de 2040 aura connu une transformation radicale. La population aura augmenté, et les villes auront connu une croissance significative. Les infrastructures seront modernisées et les services publics seront plus accessibles. Les transports en commun seront plus efficaces et plus abordables, et les routes seront plus sûres et plus praticables. Les technologies de l'information et de la communication seront largement disponibles et utilisées par la population. Les télécommunications et l'accès à Internet seront plus abordables et plus rapides. Les systèmes de santé et d'éducation seront plus efficaces et plus accessibles. Les systèmes de sécurité seront plus justes et plus efficaces.

L'économie sera plus diversifiée et plus compétitive. Les entreprises seront plus innovantes et plus productives. Les investissements étrangers seront encouragés et les exportations seront plus importantes. Les secteurs agricole et industriel seront modernisés et plus productifs. La culture et les arts seront plus présents et plus accessibles. Les festivals et les événements culturels seront plus fréquents et plus variés. Les musées et les galeries d'art seront plus nombreux et plus accessibles. Le tourisme en Algérie de demain sera très différent de ce qu'il est aujourd'hui. Avec l'amélioration des infrastructures et des services, l'Algérie deviendra une destination touristique de premier plan. Les voyageurs pourront profiter des paysages spectaculaires et des sites historiques de l'Algérie, ainsi que des plages et des montagnes. Les hôtels et les restaurants seront modernisés et offriront des services de qualité. Les transports seront plus sûrs et plus efficaces, et les voyageurs pourront se déplacer plus facilement et plus rapidement.

Les autorités algériennes s'efforceront également de promouvoir le tourisme culturel et de développer des produits touristiques innovants. Les voyageurs pourront découvrir la riche histoire et la culture de l'Algérie, ainsi que ses traditions et ses coutumes. Les musées, les monuments et les sites historiques seront mis en valeur et les voyageurs pourront profiter des festivals et des événements culturels. Les autorités algériennes s'efforceront également de promouvoir le tourisme durable et de protéger l'environnement. Les voyageurs pourront profiter des paysages naturels et des sites protégés, tout en respectant l'environnement. Les autorités encourageront également les voyageurs à adopter des comportements responsables et à respecter les règles et les lois en vigueur.

Enfin, le tourisme en Algérie de demain sera plus sûr et plus accessible. Les Autorités algériennes s'efforceront de garantir la sécurité des voyageurs et de leur offrir des services de qualité. Les voyageurs pourront également profiter des nouvelles technologies pour faciliter leurs déplacements et leurs séjours. Les médias seront plus libres et plus diversifiés.

**L'Algérie de demain est un pays qui se dirige vers un avenir prometteur. Avec une population jeune et dynamique, une économie diversifiée et une volonté de modernisation, l'Algérie est bien placée pour devenir un acteur majeur sur la scène internationale. L'Algérie a fait des progrès considérables ces dernières années pour améliorer la qualité de vie de ses citoyens. La croissance économique s'est accélérée, le taux de chômage a diminué et le niveau de vie des Algériens s'est amélioré.**

## PAR QUOI COMMENCER ?

Pour une Algérie de 2040, il est important de commencer par le secteur de l'Education-Ecole et Université -. L'Education est la base de toute société et elle est essentielle pour le développement et la croissance économique. Une bonne éducation est nécessaire pour former des citoyens responsables et engagés, qui sont à même de contribuer à la société et à l'économie. Une bonne éducation est également nécessaire pour former des citoyens qui sont à même de comprendre et de résoudre les problèmes complexes auxquels la société sera confrontée. Le secteur de l'Education est la base de tout développement.

## L'ÉCOLE ET L'UNIVERSITÉ ALGÉRIENNE 2040

L'Algérie a connu une croissance économique et démographique rapide au cours des dernières décennies, ce qui a entraîné une augmentation significative de la demande de services d'éducation de qualité. L'école et l'université algériennes de demain doivent donc être conçues pour répondre aux besoins des étudiants et des professionnels algériens. L'une des principales priorités pour l'école et l'université algériennes de demain est de fournir une éducation de qualité à tous les étudiants. Cela signifie que les établissements doivent fournir des cours et des programmes qui répondent aux besoins des étudiants et qui sont adaptés à leurs intérêts et à leurs capacités. Les établissements doivent également offrir des possibilités d'apprentissage innovantes et des méthodes d'enseignement modernes pour aider les étudiants à atteindre leurs objectifs.

L'université de demain sera très différente de ce qu'elle est aujourd'hui. Les technologies numériques et les outils de communication en ligne joueront un rôle plus important dans l'enseignement et l'apprentissage. Les étudiants auront accès à des cours en ligne, des tutoriels et des forums de discussion, ce qui leur permettra d'accéder à des informations et des ressources à tout moment et en tout lieu. Les étudiants pourront également participer à des conférences virtuelles et à des séminaires en ligne, ce qui leur permettra d'interagir avec des professeurs et des étudiants du monde entier. Les universités devront également s'adapter aux nouvelles technologies et aux nouveaux modes d'apprentissage. Les universités devront mettre en place des systèmes de gestion de l'apprentissage en ligne et des systèmes de surveillance des étudiants pour s'assurer qu'ils sont en mesure de suivre leurs cours et de réussir leurs examens.

Les universités devront également mettre en place des systèmes de sécurité pour protéger les données des étudiants et des professeurs. Les universités devront également s'adapter aux nouvelles exigences des étudiants et des employeurs. Les étudiants auront besoin d'une formation plus spécialisée et plus adaptée à leurs besoins, et les employeurs auront besoin de diplômés qui sont prêts à relever les défis de l'ère numérique. Les universités devront donc mettre en place des programmes de formation plus spécialisés et plus adaptés aux besoins des étudiants et des employeurs. Enfin, les universités devront s'adapter aux nouvelles réalités économiques et sociales. Les universités devront s'assurer que leurs programmes sont, à la fois, abordables et accessibles à tous les étudiants, quel que soit leur ni-

veau de revenu. Les universités devront également s'assurer que leurs programmes sont adaptés aux besoins des étudiants et des employeurs, et qu'ils sont en mesure de fournir des diplômés qualifiés et prêts à relever les défis de l'ère numérique.

L'école de demain sera un environnement d'apprentissage dynamique et interactif qui s'adaptera aux besoins et aux intérêts des étudiants. Les technologies de l'information et de la communication (TIC) joueront un rôle important dans la mise en œuvre de cette vision. Les élèves auront accès à des outils numériques qui leur permettront d'accéder à des informations et à des ressources en ligne, de participer à des discussions en ligne et de collaborer avec leurs pairs. Les enseignants pourront également utiliser ces outils pour créer des leçons interactives et des activités qui encouragent l'apprentissage actif et la pensée critique. Les écoles de demain devront également s'adapter aux changements technologiques et aux nouvelles méthodes d'enseignement. Les enseignants devront être formés à l'utilisation des outils numériques et à l'intégration des technologies dans leurs leçons. Les écoles devront également mettre en place des politiques et des procédures pour s'assurer que les étudiants sont en sécurité et protégés lorsqu'ils utilisent ces outils. Les écoles de demain devront également s'adapter aux changements sociaux et culturels. Les enseignants devront être formés à l'inclusion et à la diversité et à l'utilisation de méthodes d'enseignement qui s'adressent à tous les étudiants. Les écoles devront également mettre en place des politiques et des procédures pour s'assurer que les étudiants sont traités de manière équitable et respectueuse. Enfin, les écoles de demain devront s'adapter aux changements environnementaux et à la nécessité de développer des compétences en matière de durabilité. Les enseignants devront être formés à l'utilisation des technologies durables et à l'intégration des principes de durabilité dans leurs leçons. Les écoles devront également mettre en place des politiques et des procédures pour s'assurer que les étudiants sont conscients des enjeux environnementaux et qu'ils sont encouragés à adopter des comportements durables.

En conclusion, il est clair que le système scolaire et universitaire algérien a besoin d'être modernisé pour réaliser son potentiel économique, éducatif et culturel. L'école et l'université algériennes de demain devraient offrir une éducation équitable de haute qualité, en mettant l'accent sur l'apprentissage interdisciplinaire et la résolution de problèmes, les stratégies d'enseignement innovantes et l'intégration technologique. En outre, il devrait accorder la priorité à l'inclusivité et à la justice sociale, en veillant à ce que tous les étudiants et membres du corps professoral aient la possibilité d'accéder à l'environnement éducatif et d'en bénéficier. Ces mesures placeraient l'Algérie dans une meilleure position pour tirer partie de l'économie mondiale fondée sur la connaissance et créer une société plus équitable et plus prospère.

## LES TROIS DOMAINES-CLÉS QUI FAÇONNERONT L'ALGÉRIE 2040

L'avenir de l'Algérie est prometteur, et avec les bons investissements et les bonnes réformes en place, elle peut devenir une nation encore plus prospère. Nous aborderons les trois domaines-clés qui façonneront l'Algérie de demain : la numérisation de la Na-

tion, le développement économique et les opportunités d'investissement, et enfin les réformes bancaires. Chacun de ces domaines est essentiel pour l'avenir de l'Algérie et aura un impact direct sur le succès à long terme de la nation.

## NUMÉRISER L'ALGÉRIE PAR QUOI COMMENCER ?

Numériser l'Algérie est une étape importante pour le développement économique et social du pays. La numérisation peut aider à améliorer l'accès à l'éducation, à l'information et à la technologie, ce qui peut contribuer à améliorer la qualité de vie des Algériens. La numérisation peut également aider à améliorer la sécurité et la sûreté des citoyens et à réduire la corruption. En outre, la numérisation peut aider à améliorer l'efficacité des services publics et à accroître la transparence et la responsabilité des institutions publiques. La numérisation peut également aider à améliorer l'accès aux services financiers et à réduire le coût des services bancaires. Enfin, la numérisation peut aider à stimuler l'innovation et à créer des emplois dans des secteurs tels que l'informatique, la technologie de l'information et les services financiers. La numérisation peut également aider à promouvoir une économie plus diversifiée et à créer des opportunités pour les entreprises algériennes. En somme, la numérisation de l'Algérie peut contribuer à améliorer la qualité de vie des Algériens, à stimuler l'innovation et à créer des emplois.

## PLAN D'ACTION POUR NUMÉRISER L'ALGÉRIE À L'HORIZON 2040 :

Pour numériser l'Algérie, il est important de commencer par établir un plan d'action clair et cohérent. Ce plan devrait inclure des objectifs à court, moyen et long termes et des étapes pour les atteindre. Il devrait également prendre en compte les besoins et les capacités existantes, ainsi que les capacités à développer. Le plan devrait également inclure des mesures pour améliorer l'accès à l'Internet et à la technologie, ainsi que des mesures pour promouvoir l'utilisation des technologies numériques. Il devrait également inclure des mesures pour encourager l'innovation et l'entrepreneuriat numériques. En outre, le plan devrait inclure des mesures pour améliorer l'éducation et la formation des citoyens et des entreprises, ainsi que des mesures pour promouvoir l'utilisation des technologies numériques dans le secteur public.

Il devrait également inclure des mesures pour encourager l'utilisation des technologies numériques dans le secteur privé. Enfin, le plan devrait inclure des mesures pour améliorer les infrastructures numériques, telles que les réseaux de télécommunications et les systèmes informatiques, ainsi que des mesures pour promouvoir l'utilisation des technologies numériques dans l'économie. En somme, pour numériser l'Algérie, il est important de commencer par établir un plan d'action clair et cohérent qui prend en compte les besoins et les capacités existantes, ainsi que les capacités à développer. Ce plan devrait inclure des mesures pour améliorer l'accès à l'Internet et à la technologie, encourager l'innovation et l'entrepreneuriat numériques, améliorer l'éducation et la formation des citoyens et des entreprises, et améliorer les infrastructures numériques.

A suivre  
\*Pr - Université Constantine2



# Resserrer les liens, quels liens ?

Par Derguini Arezki\*

1re partie

La science économique est une science sociale, elle doit être désormais autant sociale que bio physique. Elle ne pourra plus mépriser les flux physiques de matière et d'énergie. La masse moutonnaire, le produit marchand auront beau continuer de croître (dans une mesure moindre), les flux matériels ont commencé à décroître. Le fossé ne pourra pas s'élargir longtemps, la décroissance du produit marchand suivra inévitablement. Mais cela n'est pas tout, elle ne sera pas répartie également sur toute la planète. Certaines nations défendront leur niveau de vie, d'autres se battront pour l'améliorer. Avec la croissance de la production matérielle, nous étions comme dans un jeu à somme non nulle, les nations industrielles pouvaient profiter de la croissance des économies émergentes, la division internationale du travail se complexifiait. Avec la décroissance de la production matérielle, on entre comme dans un jeu à somme nulle qui se resserre, un gagnant fait un perdant. Les économies émergentes gagnent des positions dans l'économie marchande et les nations industrielles en perdent, les chaînes de production se simplifient. L'économie marchande sur laquelle se focalise la science économique standard ne s'émancipera pas, ne décollera pas de l'économie non marchande biophysique. Leur rapport va tendre à s'inverser, la compétition et le marché ne peuvent plus être aveugles, ils subiront les lois d'une économie biophysique. Il y a là comme une revanche de l'économie planifiée sur l'économie libérale. D'un statut dominant la vie matérielle, l'économie marchande devra passer à celui d'une économie commandée par la vie matérielle.

## LA REVANCHE DE L'ÉCONOMIE NON MARCHANDE

L'économie de marché ne pouvant plus faire vivre, donner à la société sa cohérence - la grande espérance de société organique du fondateur de la sociologie française Émile Durkheim -, c'est à l'économie de subsistance - la subsistance humaine tenant désormais de la subsistance de la biosphère - qu'il revient de l'entretenir, d'assurer sa cohésion. L'économie de marché assurerait de deux manières l'intégration de la société : en se incorporant totalement ou partiellement. Tout le monde vit d'elle, ou une partie seulement. Dans le premier cas, toute la société est marchande. Dans le deuxième cas, une partie est seulement marchande, une autre est intégrée par un système de redistribution public. Dans les deux cas, la société est comprise ou territorialisée par l'économie de marché. C'est le surplus de l'économie marchande qui entretient la société qui ne vit pas du marché. Une distribution primaire des revenus par le marché est corrigée par une seconde distribution publique. On parlera ici de *société non marchande dépendante*, de second cercle de l'économie marchande. Une troisième partie de la société peut vivre sans les ressources du marché et de la redistribution. L'économie de subsistance est alors détachée de l'économie de marché, mais pas l'inverse. Car l'économie de marché est forcée d'emprunter plus que le travail, par lequel elle distribue ses revenus, à l'économie de subsistance : elle prend à la nature qu'elle ne paye pas, terres, matières et énergie. Une quatrième partie enfin peut vivre sans les ressources du marché, mais sait transformer des ressources marchandes en ressources non marchandes. Alors que la troisième partie aura tendance à se vider de ses ressources, la quatrième aura tendance à accroître ses ressources et à stabiliser ses échanges avec la société marchande. On parlera alors de *société non marchande autonome*. Car elle peut s'autonomiser du marché<sup>[1]</sup>. Or tel est le problème pour les économies dont l'industrialisation a été un échec.

Le drame de la social-démocratie c'est d'avoir compté sur une croissance constante de l'économie de marché, toujours en mesure d'intégrer la société, toujours capable de corriger une répartition marchande des revenus inégale par une redistribution publique équitable. Et donc d'avoir supposé un État toujours en mesure de suppléer aux défaillances du marché, par la guerre si nécessaire. Nous sommes dans un cas de figure où l'économie de marché domine et entretient l'économie de subsistance qui n'apparaît plus comme sa base, sa condition et le moyen de son actualisation, mais sa création ou son armée de réserve comme dirait K. Marx. Cette doctrine en

oublie que si elle peut donner et ne pas prendre à la société non marchande, elle ne peut plus prendre sans compter à la nature qui lui fournit la matière et l'énergie de sa croissance sans laquelle elle ne peut redistribuer à la société non marchande. Il y a désormais un rappel à l'ordre : les crises climatique et énergétique rétablissent l'économie non marchande comme condition et moyen de réalisation de l'économie marchande : les énergies fossiles et les matières premières qui ont fabriqué et animé le moteur de la croissance, de la révolution matérielle, sont maintenant la cause de l'irruption d'événements naturels et sociaux perturbateurs dans la production marchande et non marchande. On ne peut plus prendre sans compter à la nature, le marché et la compétition ne peuvent plus s'étendre indéfiniment. Il faut désormais investir dans l'économie de subsistance plutôt que de la vider de ses substances (le travail et ses matières) pour garantir l'existence d'une économie pérenne. Une certaine réciprocité doit s'établir entre les deux étages de l'économie. Il faut développer toute l'économie et non plus seulement l'économie marchande. Les progrès techniques doivent aussi profiter à l'économie non marchande. Plutôt que d'entretenir une société non marchande dépendante (du marché), il faut songer à développer une économie non marchande autonome, afin de garantir la résilience de la vie sociale et matérielle.

L'économie monétaire s'est développée dans l'ignorance de l'économie biophysique, n'obéissant qu'à sa propre dynamique de croissance. L'importance des externalités négatives et la raréfaction des matières premières et de l'énergie interpellent aujourd'hui la science économique standard. Le marché mondial n'arrive plus internaliser les coûts extérieurs qu'il fabrique, son extension ne peut plus être soutenue par le bon marché des ressources naturelles. Se manifestent des crises sociales (polarisation du marché du travail, accroissement des inégalités sociales, difficultés des régimes de redistribution) énergétiques ou climatiques. La gratuité des services de la nature a des limites, l'intervention humaine dans la nature ne laisse plus celle-ci indifférente. Cette dernière a aussi ses équilibres à défendre. La dépendance resserée de l'industrie à l'égard des énergies fossiles et des matières premières se tend. Elle rétablit la hiérarchie éclipsée de la production non marchande sur celle marchande. Réapparaissent à l'occasion les guerres qui rétablissent la prééminence de l'État sur le marché, de la violence sur le commerce. La distribution du parc mondial de machines est en jeu. Sans pétrole abondant et bon marché, le parc de machines ne peut plus croître et assurer la croissance de la production matérielle. La technologie comme moteur de la croissance ne tourne pas sans énergie fossile. L'industrie pourra-t-elle s'émanciper du système Terre et des énergies fossiles ou explosera-t-elle en vol après avoir décollé ? Il faut vraiment songer à atterrir avant qu'intervienne l'écrasement au sol. Il faut vraiment songer à une autre production et distribution du parc mondial de machines à l'origine de notre bien-être.

Pour garantir la croissance, plutôt une certaine décroissance, peut-être faudra-t-il développer l'énergie atomique et créer avec elle un monde plus dangereux. Il reste que l'usage d'une telle énergie du fait de sa dangerosité, mais pas seulement, ne pourra pas avoir les usages étendus de l'énergie fossile à laquelle elle ne pourra pas se substituer, mais seulement s'ajouter (J.M. Jancovici). Une inversion et un rééquilibrage du rapport entre économie marchande et non marchande seront donc inévitables. Après que l'industrie ait dicté sa loi à la nature, c'est au tour de la nature de prescrire la sienne.

## LA PRATIQUE DE L'ÉCONOMIE UNE SCIENCE SOCIALE ET BIOPHYSIQUE

La Science économique (dite standard), science sociale normative et performative, se préoccupe de compétition sociale et en a oublié ses conditions extérieures, stables jusque-là. Elle a mis au cœur de sa doctrine la compétition qu'elle a établie comme le meilleur moyen d'assurer une répartition optimale des ressources. Elle a jusqu'ici réussi à pacifier la guerre. On ne peut pas extraire la compétition de l'économie. La science économique standard en a fait une valeur première, comme le libéralisme a fait de la liberté individuelle. Il s'agit pour elle de donner des prix aux choses afin qu'elles puissent être produites, réparties et consommées. Les conditions externes de l'économie, le dehors de la compétition, sont du ressort de la guerre, elles sont confiées au politique, au monopole de la violence, afin qu'il puisse assurer un fonctionnement accepta-



ble de la compétition sociale, de la production et de la consommation. Le rapport à la nature est un rapport d'extraction, de prédation, d'abstraction violent. Le coût de la matière et de l'énergie est le coût de son extraction. On ne paye pas à la nature les services qu'elle rend, les déséquilibres que provoque l'extraction laissent la production marchande indifférente. On paye la société qui nous offre les services de la nature en ignorant ce que coûte à la nature les services qu'elle nous rend. Ses services coûtent pour elle les déséquilibres qu'elle devra rééquilibrer. Ne coûte pour nous que ce que la compétition et la guerre nous coûtent. Nous avons séparé la nature et la société, ce que cela coûte pour la nature ne coûte pas pour nous tant qu'elle ne nous demande pas de payer. Et nous avons longtemps utilisé ses services sans rien payer de ce qu'ils lui coûtent. Mais voilà que ses coûts (ses déséquilibres) commencent à nous coûter, qu'il faut donner des prix à ce qui n'en avait pas. De nouveaux coûts que nous avons du mal à supporter et qui rendent la compétition plus rude. Jusqu'où l'économie de marché pourra-t-elle internaliser les coûts extérieurs qu'elle provoque ? Jusqu'où pourra-t-elle faire face aux dérèglements qu'elle provoque ? La guerre en Ukraine a quelque chose qui ressemble à une guerre entre des producteurs de matières premières et des producteurs industriels. Une guerre en cache souvent une autre.

Face à l'accroissement des coûts de production, à l'essoufflement de la croissance, à l'endettement des économies et aux difficultés de leur politique de redistribution, les compétitions sociales et internationales deviennent plus difficiles, plus tendues. Tout se passe comme si l'économie occidentale devait se relocaliser pour éviter une déterritorialisation de l'économie mondiale autour de nouveaux pôles émergents. L'énergie est au cœur de la guerre, elle est la condition et le moyen de réalisation de la puissance industrielle. Le resserrement des contraintes non marchandes, soit le rendement décroissant de l'extraction des matières et l'accroissement des besoins de ces matières, conduit à un resserrement des liens sociaux, politiques et économiques. La compétitivité occidentale doit se protéger de la compétition de la Chine et des puissances émergentes. Il faut resserrer les marchés afin d'empêcher les décentrement du centre de gravité de l'activité mondiale. Il faut en particulier déconnecter la Chine des ressources technologiques de l'Occident, les ressources naturelles de la Russie de l'Europe, sans quoi serait menacé le niveau de vie américain, en autorisant l'émergence d'un pôle oriental et d'un deuxième pôle occidental. L'hégémonie américaine ne peut se maintenir sans une division de l'Asie et de l'Europe.

Tout se passe comme si, pour éviter un destin irakien, syrien ou libyen, ce qui est arrivé à des pays où une agression extérieure a abouti à une guerre civile, ou tout simplement pour éviter une régression catastrophique suite à une forte décroissance, il faille pour les sociétés au revenu intermédiaire, rétablir l'unité de l'économie marchande et non marchande, pouvoir établir l'économie non marchande comme zone de repli de l'économie marchande. Ce n'est pas un hasard si le thème des circuits courts prend de l'ampleur dans les économies globalisées. Lesdits pays sont tombés dans une régression catastrophique parce que leur économie marchande a été détruite après que l'économie étatique ait détruit leur économie non marchande. Une fois leur économie marchande étranglée, agressée et détruite, la société n'a pas trouvé de repli dans son économie non marchande dévastée. La vie sociale et matérielle n'a pas pu retrouver de cohérence. La raréfaction dramatique des ressources, la destruction des infrastructures matérielles ont transformé la compétition sociale en guerre civile. La modernisation n'avait pas établi de structures profondes en mesure régénérer les superstructures de l'État-nation en même temps qu'elle avait fait perdre leur cohésion aux anciennes structures profondes, toujours latentes et malmenées. Il faut pas-

ser du modèle étatique européen de guerre contre la société, à celui du modèle d'État de la société, d'auto-organisation rationnelle de la vie sociale et matérielle. L'unité de la vie sociale et matérielle est à ce prix. L'économie et la société marchandes ont voulu se construire contre l'économie (nature et société) non marchande, elles ne le peuvent plus, sauf à vouloir exploser en vol, s'écraser au sol. Au contraire des sociétés industrielles, la compétition se dégrade en guerre à l'intérieur de leurs frontières, l'économie de marché ne peut pas se replier derrière des frontières politiques et l'économie publique ne peut pas prendre le relai de l'économie de marché.

La science économique est-elle donc sociale ou biophysique ? Elle était seulement sociale avant que ne fassent irruption les coûts de la nature dans les coûts sociaux. On comptait les coûts de la nature dans les coûts d'appropriation non économiques des services de la nature, mais dès lors que ceux-ci commencent à varier à la hausse, ils affolent la compétition marchande, sa dimension biophysique s'impose alors à nouveau et contrairement à une intervention étatique. La notion d'énergie renouvelable fait alors son apparition. Les « lois de la nature » n'offrent plus la stabilité et la même profitabilité. Les « lois de l'économie » sont alors subordonnées, ses hypothèses irréalistes et les « cygnes noirs » (Nassim Nicholas Taleb 2007) se multiplient.

## LA DICHOTOMIE NATURE/SOCIÉTÉ ET SES SUITES

La problématique théorique cependant reste toujours enfermée dans l'opposition nature société, la science économique n'est pas sociale ou biophysique, elle est sociale et biophysique. Il n'y a plus un monde biophysique stable d'un côté et un monde socio-économique variable, mais maîtrisable de l'autre. Ils se mettent à varier tous les deux ainsi que la régularité de leurs variations. On peut de moins en moins s'en tenir à des régularités définitives, d'autant plus que la compétition sort de ses gonds, refuse de se stabiliser, de rester pacifique. L'approche systémique définira le système économique comme un sous-système du système écologique. Mais là encore la division théorique société nature est sous-jacente. Or, il y a pratiquement continuité, interpénétration et coopération des éléments humains et non humains : ils forment des collectifs mixtes. La nature est dans la société et la société est dans la nature. L'homme, la machine, l'énergie et la matière interagissent l'un sur l'autre, échangent leurs positions dans de multiples processus. Pratiquement, on ne partage pas nature et société, comme on le fait théoriquement, globalement pour un usage politique. Celui de séparer société et nature, la première dominant la seconde, ce à quoi se sont attachées une Science et une Politique surplombantes dans le cadre de la division sociale de classes. L'opposition de la société à la nature est une guerre de la société à la nature. Selon Boaventura de Sousa Santos<sup>[2]</sup>, les scientifiques, j'ajouterai les financiers, doivent passer de l'avant-garde à l'arrière-garde de la société. Derrière la société et la nature qui expérimentent leur coopération afin que les points de vue de la pratique scientifique et de la pratique sociale se prolongent. Afin que croyance et savoir, nature et société, État et société retrouvent leur unité non antagoniste.

A suivre...

\* Enseignant chercheur en retraite, Faculté des Sciences économiques, Université Ferhat Abbas Sétif. Ancien député du Front des Forces Socialistes (2012-2017), Béjaïa.

Notes :

- [1] Cela fait penser à la théorie chinoise de la double circulation de l'économie marchande, cette fois appliquée à toute la vie matérielle.  
[2] Boaventura de Sousa Santos, *The End of the Cognitive Empire: The Coming of Age of Epistemologies of the South*, Duke University Press, 2018.



# (IV) Un dialogue difficile à engager

Par Slemnia Bendaoud

**L**e verdissement des champs n'est pas encore uniforme ; c'est plutôt dans leur tallage que cela s'en ressent vraiment. Cependant, leur pousse accuse un léger retard dans le temps et dans la chronologie de leur naturelle progression. Mars, le mois des pluies abondantes, a-t-il failli à sa mission ? Tout le monde se pose cette question.

Avril, ce mois mystérieux et très capricieux, celui du véritable espoir et des grands projections, saura-t-il sauver cette année agricole, devenue presque compromise par manque de précipitations utiles à la progression des plantes ? Toutes nos espérances restaient donc accrochées à ce mois connu au travers de ses surprises et nombreux caprices mais surtout volteface à la toute dernière minute.

A vrai-dire, l'atmosphère était des plus tendues. Il y avait de l'électricité en l'air. Les premières alliances, parfois curieuses, se dessinent dès qu'il s'est agi de la composition du bureau politique. Les débats se déroulent d'ailleurs houleux, en termes crus, aux limites de l'irrévérence. Les luttes pour le pouvoir s'exacerbaient se compliquaient et s'enchevêtraient. La politique est désormais aux vestiaires, le rectangle vert n'est pas disponible pour sa pratique. Il est, de fait, exclu de sa pratique.

L'irrespect est désormais dans la pochette. Tenu en cachette ou fermé à clef. Les ambitions éclatent au grand jour, à peine dissimulées par une réglementation de convenance imposée de force. La crise latente fait voler en éclats la cohésion spéculaire, la crise ronge l'élite de l'intérieur. On fait et on refait les scénarii, à l'envi.

L'harmonie plutôt visible et les apparences de fraternité continuent de tenir en haleine l'équipe désignée qui mène les débats par la force des armes. Les héros sont complètement nus. Ils offriront au peuple qui attendait le retour des enfants prodiges un spectacle désolant, révoltant, vraiment déchirant indigne de vrais combattants pour la liberté du pays.

Ils se sont dispersés comme dans un vol de perdrix éclaté et bruyant. La vulgate résume la profonde crise de l'été 1962, qui mit devant un péril mortel la République Algérienne à peine née, par la formule lapidaire : l'Affaire des Wilayas. On craint vraiment que le conflit ne se transpose sur un autre terrain.

La réunion, qui devait être celle des retrouvailles et de la fraternité retrouvée, capote déchi-quetée en mille morceaux, difficiles à rassembler. La direction, qui se voulait jusque-là consensuelle et collégiale explose devant l'ampleur du problème et le manque de solution envisagée.

Le FLN, face à la crise latente, implose. Ses éclats se font déchiqueter pour l'au-delà pour mourir très loin. Un remue-ménage prend désormais place, il distille au loin ses projectiles, sans pour autant trouver sa cible.

Ce jour-là, le peuple algérien s'est entièrement consacré à la célébration de sa joie et au rappel de ses peines houleuses, dures et très rudes, en ce jour exceptionnel de sa grande histoire. Et tout le monde n'avait présent à l'esprit, sur ses lèvres, et dans sa conscience qu'un seul mot : encore aussi doux que le miel qui coule si fort de ses bienfaits au Paradis, et plus blanc mais aussi vital que le lait que charrie les rivières de l'Eden : Algérie !

Ce jour-là, le colonisé mutant en citoyen libre clame sa joie. Sa détresse se transforme en une véritable liesse. Métamorphosé en homme libre, il lance ce cri d'allégresse que relayent sans cesse ceux inspirés et bien sincères des contrées avoisinantes. Un appel au calme n'est-il pas nécessaire à lancer ? Dut-il être le plus difficile à réaliser, même aux dépens d'une faction donnée, dans les conditions actuelles ?

Et comme on ne pouvait disposer à tout moment de cette légendaire gloire du passé, à travestir que de besoin en cette Histoire longtemps instrumentalisée au profit de l'homme le plus fort du moment, il devenait de plus en plus urgent de regarder plutôt sereinement vers cet avenir commun dont on avait depuis, volontairement oublié ou complètement obscurci tous les chemins qui y menaient sans le moindre détour.

Comme quoi, on ne pouvait encore vivre seulement que de nos bons souvenirs, fussent-ils des plus spectaculaires à de nouveau les évoquer. Avec ce plaisir immense d'en profiter à satiété. Encore fallait-il aussi bien vivre de nos réelles promesses de demain dans la sérénité et l'effort calculé qui se dessinaient à l'horizon.

Cette année-là -caprice des saisons ou dessèchement de l'univers-, mars aura été particulièrement avare en précipitations et inhabituellement très chaud. Les paysans furent très inquiets pour leurs exploitations. Les blés attendront peut-être un meilleur avril, se disaient-ils, en guise de consolation ou d'appréhension d'une prétendue bonne moisson.



Une équation plutôt assez difficile à résoudre pour un régime enfermé à clef dans son statut quo doublé de son huis clos politique permanent et qui a appris à vivre aux dépens de peuple, du fait du squat historique de la légende nationale et de la rente économique, sans vraiment se soucier outre mesure de l'avenir des plus jeunes générations.

Quand il y a une fièvre sociale, rien ne sert de casser lentement le thermomètre. Il faut, bien au contraire, procéder à un utile et véritable diagnostic comme la sagesse du médecin. Il faut plutôt le mettre à l'épreuve des pulsions sociales vivantes afin de bien s'en servir dans les moments difficiles. C'est ce que malheureusement le système n'a toujours pas compris, n'y voyant, par conséquent, aucun intérêt à lier très solidement ses propres intérêts avec ceux du peuple.

La question du pouvoir n'était pas encore tranchée. Elle traîne en longueur. Elle continuait à animer les débats ou même parfois envenimer les esprits pour exacerber leurs animosités et davantage les diviser au lieu de les unir, les souder. Telle une question récurrente, elle revient toujours au devant de la scène, redondante, enquiquinante, comme une dispute d'héritiers qui ont pris ce plaisir à se déchirer en public, tout le temps mécontents de la part qui leur revient de droit.

L'indépendance, ce naufrage terrible de nos espoirs, ne put casser les barrières humaines dressées devant son accomplissement ! Dieu, comme nous étions déçus par l'accaparement de l'Algérie, son histoire et le devenir de son peuple par ces fats prébendiers, appuyés par l'armée de l'extérieur dans leur mouvement.

Non, il ne pouvait se résoudre à cette triste fatalité qui déchire le peuple. Indéniablement le pouvoir s'est construit forcément contre l'Algérie profonde. Il s'est renforcé contre les légitimes aspirations de son valeureux peuple. La construction du pays s'est faite aux dépens de ses réels artisans. Elle n'entrevoit aucune possible solution en dehors, bien entendu, de ce schéma qui lui trace sa trajectoire.

Nous ne devons pas oublier ces hommes et ces femmes des moments difficiles qui avaient tout sacrifié pour que vive l'Algérie dans la dignité et la liberté. Le peuple algérien avait laissé éclater sa joie sous un ciel plus bleu que jamais. La liberté, contenue et réprimée durant plus d'un siècle d'occupation, allait enfin trou-

ver sa place en cette terre meurtrie d'Algérie.

Ils n'auront fait que violer la Révolution, volé la victoire, trafiqué l'histoire et accaparé des titres usurpés d'une fausse gloire et d'un combat trahi par des forces occultes. A défaut d'avoir libéré le pays, ils n'hésiteront pas à l'envahir, à mieux le détruire. Les combattants de l'intérieur étaient -selon la légende qui courait- contraints de se regrouper, forcés de jouer les prolongations dans l'espoir d'un nouvel repositionnement sur l'échiquier politique national.

Face à la misère, nous sommes restés vraiment accablés, désemparés, impuissants. Après la liesse de la liberté retrouvée, la réalité s'impose dans sa triste laideur et farouche détermination. Le regard affligé mais digne des veuves des martyrs et des orphelins symbolisait la triste image de nos compagnons morts aux combats, qui revenaient souvent dans les débats.

Même en perdant beaucoup de sa substance, il s'efforçait de garder les apparences, en dépit du doute et de la suspicion logiques qui l'entouraient. Des esprits tordus ont longtemps manœuvré dans les coulisses pour faire glisser le débat vers les chemins tortueux, qui ne sauraient ramener aucune utilité pour la nation.

Les premières manœuvres eurent lieu immédiatement après la proclamation du cessez-le-feu. La donne politique a changé de camp. Désormais l'Algérie est aux algériens. Les pieds-noirs s'approprièrent à quitter le pays, dans la précipitation. On rassemble ses affaires personnelles et on a un œil sur l'avion à destination de la France. Plutôt un œil sur le toboggan et un autre fouinant dans les profondeurs dessous de nos affaires personnelles.

Celle qu'on ne peut pas emporter ou « expatrié », doivent être liquidés. Un grand marché pour la vente de cette « fortune délaissée » s'ouvre dans le pays à un « tout petit prix ». Des notaires sont recueillis pour la transcription des transactions. L'heure est à la liquidation tout azimut. Les premiers venus sont les mieux servis : ils sont ces algériens fortunés, ils ont eu l'ingénieuse idée de devancer les choses, passant les premiers.

Tous les biens mobiliers et immobiliers, sans exception sont à vendre. A débarrasser le plancher. Le reste est à hypothéquer ou -au mieux- à céder sous la forme de « prêt sur gage ». Un gros boulot attend ces notaires qui auront à expédier le travail dans un laps de

temps limité. Et toute une foultitude d'usuriers et de courtisans vit le jour autour des biens immobiliers des européens d'Algérie qu'on pouvait un seul instant lâcher des yeux.

Des courtiers et autres chargés d'affaires juteuses courent désespérément les rues, ils virent le jour, au détour d'une banale discussion, sillonnant le pays à la recherche de l'oiseau rare. Ainsi, plusieurs biens immobiliers changent manifestement de propriétaires, désormais tous des autochtones ou ceux européens qui refusent de quitter le pays.

Après un moment où les prix sont sur une très longue période maintenus à un certain niveau, voilà que ces mêmes prix prennent leur tendance à la baisse irrémédiablement. Et pratiquement l'ensemble des biens mobiliers et immobiliers virent vers la dégringolade, en raison du manque flagrant d'argent frais. A vrai-dire de repreneurs tout à fait sérieux et engagés.

Des pieds noirs très fortement secoués dans leur amour-propre, pressés de rassembler leur affaires pour quitter tout de suite ce pays, pour certains d'entre eux où ils sont nés et ont grandi, ont tout laissés sur place, ne trouvant malheureusement pas un possible ou hypothétique acquéreur à leurs biens mobiliers.

Dans ce remue-ménage à plusieurs inconnues, des gens ont su trouver leur proie, en charognards déguisés, ils ont réussi à squatter la meilleure part du gâteau, dans l'espoir de mieux la faire fructifier devant tant de sollicitations et de nombreuses facilitations exprimées ouvertement par leur propriétaires.

L'heure n'est-elle pas maintenant venue de mettre à l'épreuve aujourd'hui toutes ces fonctions à travers lesquelles est perçu le pouvoir en Algérie ? Au regard notamment des expériences vécues par ces hauts cadres de la nation, et de procéder intelligemment à une étude sérieuse, objective et scientifique de nature à tirer les conditions idoines de nature à permettre de corriger les imperfections jusque-là constatée.

La réflexion ne pouvait malheureusement se faire dans les conditions d'alors, car l'attention des gens semblait se détourner de cet objectif, même si les mécanismes à la réalisation d'une telle éventualité n'étaient pas, eux aussi, très clairs à ce sujet.

Le but étant de concevoir un état et une nation assez forts, répondant favorablement au lourd tribut payé par un million et demi de ses braves et valeureux martyrs tombés en héros au champ d'honneur.

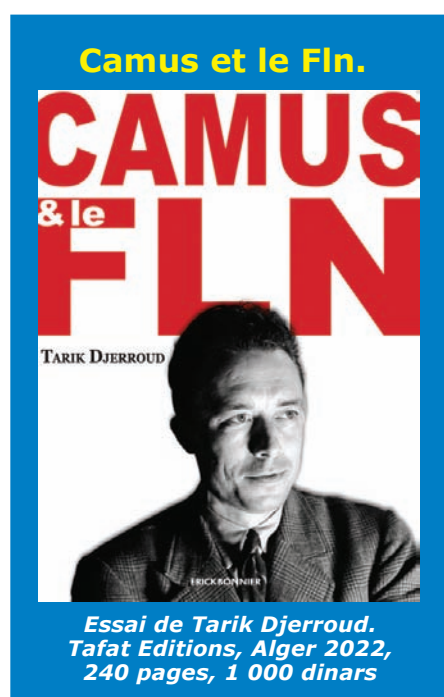
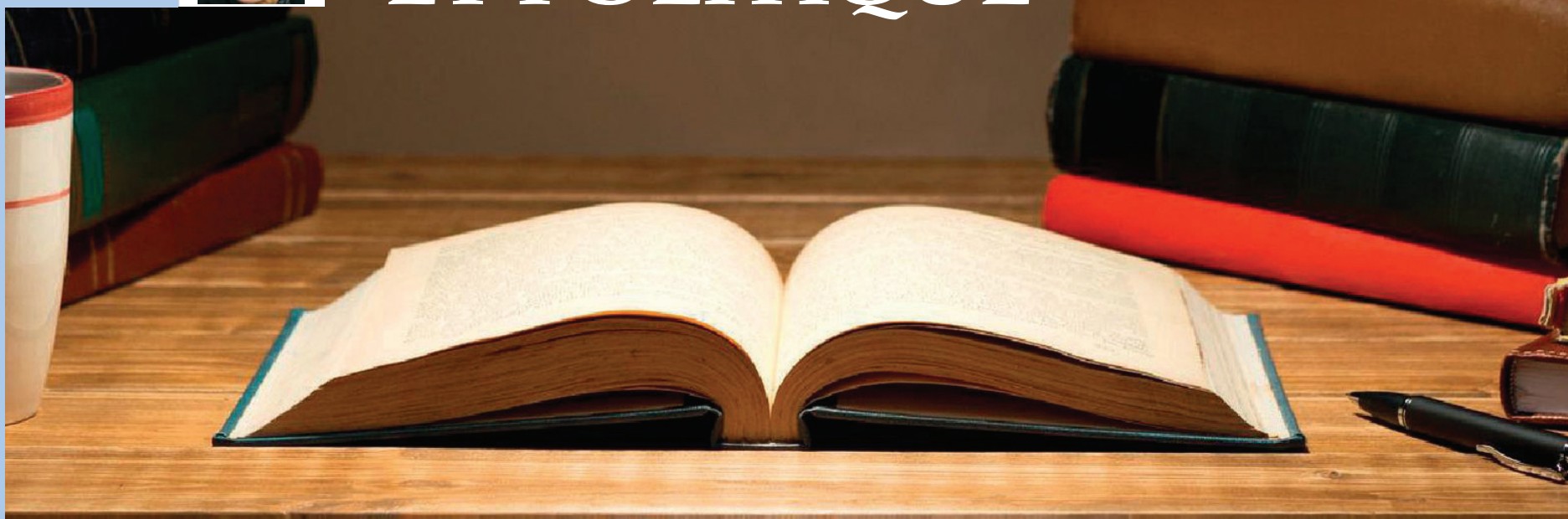


médiatic

Par Belkacem  
Ahcene-Djaballah  
**Livres**



# CULTURE ET POLITIQUE



Traiter dans une même œuvre deux itinéraires objectivement antagoniques (un intellectuel se disant progressiste d'un côté et de l'autre un mouvement, révolutionnaire qui plus est) n'est pas une mince affaire. Et, jusqu'ici, peu d'auteurs s'y sont frottés.

Analyser la démarche et les comportements d'Albert Camus, un pied-noir, « fils

de pauvres », né à Drean (Mondovi, près de Annaba), ayant vécu à Belouizdad, un quartier populaire (Belcourt), devenu prix Nobel de littérature, humaniste (cf. son reportage sur la misère en Kabylie pour « Alger Républicain » alors qu'il était journaliste), fou amoureux de l'Algérie et de son soleil, mais pas partisan de son indépendance et la naissance et l'évolution du mouvement révolutionnaire qu'était le Fln, luttant par tous les moyens pour libérer le pays du joug colonial... un défi qu'il a su relever en usant d'une démarche assez originale et subtile pour « faire passer les pilules » : une écriture mélangeant le récit, l'étude et l'essai. Et, une galerie de mini-portraits se chevauchant au gré du temps.

Autre qualité du travail entrepris : l'auteur ne s'est pas laissé enfermer dans les dogmes dominants, tant culturels que politiques et idéologiques. Il s'est seulement et totalement fié aux textes... Des textes, ces empreintes indélébiles, pour certains oubliés, qui mettent en lumière les parties obscures d'une histoire nationale encombrée de tragédies, de douleurs, d'injustices, de lâchetés, d'incompréhensions... et d'espoirs.

**L'Auteur :** Né à Semaoune, au pied de l'Akfadou (Ath Weghlis/Kabylie) en 1974. Etudes universitaires en électronique (Université de Tizi Ouzou). Passionné de littérature et pour l'histoire contemporaine de l'Algérie. Romancier et essayiste, auteur de plusieurs ouvrages dont des romans (« Le sang de mars », « Hold-up à la Casbah »...)

**Table des matières :** Introduction/ 14 chapitres/Notes/ Sigles/Bibliographie

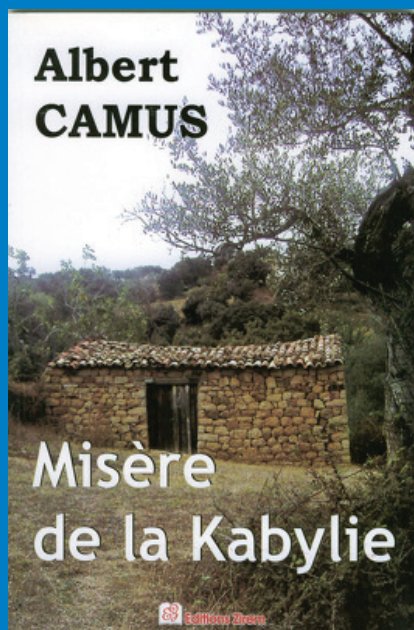
**Extraits :** « La colonie allait se faire sans les Algériens, et surtout contre les Algériens, en décidant derechef de faire une terre de peuplement où l'arrivant était privilégié, où l'autochtone était spolié » (p22), « Là où le Français était un citoyen à part entière, l'indigène était un instrument, dont on se souvenait à chaque fois que son utilité se faisait sentir » (p25), « A vingt ans et bien davantage, Albert Camus commençait à pousser les portes d'un pays où se dressaient des murs entre deux communautés qui ne communiquaient pas ; on s'empiffrait d'un côté, on souffrait de l'autre » (p33), « Pour Camus, le conquérant avait moult raisons d'être inquiet ; sa main pleine de sang, son cœur plein de haine. Il resterait si inquiet tant que la justice serait absente de sa politique ! » (p71), « Après 1945, les mises en garde répétitive de Camus n'auront servi à rien : la terreur coloniale refusait de fléchir, la classe politique de réfléchir » (p93), « En refusant d'avancer masqué, le Fln s'estimait solide, sûr de lui. Il n'était pas un caillou dans une chaussure mais un vrai rocher auquel on devait faire face » (p139), « Camus pouvait être lucide sur beaucoup de problèmes de son temps. Mais, il resta très aveugle sur l'art d'écraser l'ignominie coloniale en Algérie. Aussi, demeura-t-il angoissé à l'idée d'une Algérie indépendante (p 204)

**Avis** Une étude minutieuse et bien documentée supportée par une écriture au style léger et attrayant (souvent teintée de piques humoristiques) permettant au lecteur de lire avec aisance un thème d'importance autour de sujets très, très sérieux : Camus et le Fln ; les deux aux parcours et aux destinées fulgurants mais tragiques et douloureux.

**Citations :** « Qu'est-ce qu'une insurrection ? C'est le peuple en armes. Qu'est-ce que le peuple ? C'est ce qui dans une nation ne veut jamais s'agenouiller » (Albert Camus cité, p79), « Habiter une terre était une chose, habiter un cœur était une autre et c'était bien cette dernière que Camus estimait intéressante » (pp 85-86), « L'impérialisme était meurtrier par essence, il ne pourrait jamais être porteur de justice. A rebours de tout sens de justice, jamais coupable, jamais responsable... » (p 89), « Etre écouté, c'est être crédible. Etre soutenu, c'est être dans son bon droit » (p117), « La guerre, c'est comme l'histoire, est un vaste espace qui se labourait « les armes à la main » (p131), « La guerre était l'affaire de tous, la révolution était l'affaire de tout un peuple ! » (p143), « A l'Elysée et sa proche banlieue, certes, on aimait beaucoup le couscous, mais on n'aimait pas du tout les porteurs de burnous » (p 188), « En fait, sur la terre des hommes et des femmes, si la guerre est temporaire ; la justice, elle, demeure une quête permanente » (p216)

## Misère de la Kabylie.

Reportage d'Albert Camus  
(du 5 au juin 1939,  
pour Alger Républicain).



Editions Zirem, Bejaïa, 2016,  
130 pages, 300 dinars

(Fiche de lecture déjà publiée. Pour rappel. Extraits. Fiche complète in [www.almanach\(-dz.cm/société/bibliothèque d'almanach\)](http://www.almanach(-dz.cm/société/bibliothèque_d'almanach)))

Voilà donc une initiative éditoriale plus que louable. L'édition de textes dont on parle beaucoup, que l'on cite même très souvent en exemple mais que l'on ne voit jamais. C'est le cas du grand reportage effectué pour le compte d'« Alger Républicain », en 1939, par... Albert Camus himself, alors au tout début de sa carrière (...)

Alger Républicain est connu, dans le paysage médiatique de l'époque, pour son orientation politique et, surtout, pour ses enquêtes et reportages plus sociaux, économiques et politiques que touristiques et pittoresques. Bien sûr, on a quelques exceptions (?!)... à la limite du ridicule, toutes relevées dans la presse appartenant aux gros colons. Ainsi, en mars 1937, « La Dépêche algérienne » parlait de « la grande pitié du Sud » pour décrire « la misère » de la région qui va de Bordj Bou Arréridj jusqu'à la frontière tunisienne... mais la dite « misère » de cette région se limitait, selon le journal, « à la grande chaleur ». Seul le climat était responsable de cette misère ! Et, en décembre 1938, « L'Echo d'Alger » publiait un « reportage » sur la Kabylie... défendant la thèse que « la raison de la misère n'est nullement le colonialisme... mais l'émigration en France, l'usure... ». Bien de (futurs) grandes plumes franco-

phones nationalistes et révolutionnaires sont passées par « Alger Républicain » : Mohammed Dib, Kateb Yacine...

Albert Camus, donc, a produit des reportages sur la « Misère en Kabylie » durant dix jours. Tout y est passé (.....) : la vie quotidienne avec son dénuement total (avec « un peuple qui vit d'herbes et de racines... parfois vénéneuses »), le travail et les salaires insultants (« un régime d'esclavage »), l'habitat aménagé n'existant pas ou si peu, l'assistance au compte-gouttes (« pour 100 Kabyles qui naissent, 50 meurent »), l'enseignement rare (« avec des Palais (quelques écoles) dans les déserts »), l'artisanat « exploité », l'usure qui ruine (« Des taux d'usure à 110 pour cent »)... De l'émotion, beaucoup d'émotion mais aussi de la révolte. Un reportage qui avait fait grand bruit à l'époque... et qui reste la plus belle œuvre journalistique de Camus... et un modèle du genre pour les candidats journalistes.

En annexe, il y a le discours d'Albert Camus prononcé, lors de la remise du Prix Nobel à Stockholm, le 10 décembre 1957.

**L'Auteur :** Journaliste, philosophe, dramaturge, romancier (dont « L'Etranger », « la Peste », « le Mythe de Sisyphe »...), prix Nobel de littérature en 1957 (...)

**Extraits :** « Dans aucun pays que je connais, le corps ne m'a paru plus humilié que dans la Kabylie. Il faut l'écri-

re sans tarder : le misère de ce pays est effroyable » (p 18), « Un peuple sous-alimenté, privé d'eau et des commodités de l'hygiène, vivant enfin dans des conditions de salubrité déplorables, ne peut pas être un peuple sain » (p 63), « En face des charités, des petites expériences, des bons vouloirs et des paroles superflues, qu'on mette la famine et la boue, la solitude et le désespoir. Et l'on verra si les premiers suffisent » (p 114)

**Avis** Très grand reportage certes limité à la Kabylie, mais qui, facilement, pouvait s'appliquer à toutes les autres régions (en dehors des villes et des villages européens) (...)

**Citations :** « La haine a besoin de force. Et un certain degré de misère psychologique enlève même la force de haïr » (p 19), « Ce n'est peut-être pas tant de crédits que nous manquons, que d'acharnement. Rien de grand ne se fait sans courage et lucidité. Pour mener cette politique à bien, il ne suffit pas de la vouloir de temps en temps. Il faut la vouloir toujours et ne vouloir qu'elle » (p 108), « La vérité est mystérieuse, fuyante, toujours à conquérir. La liberté est dangereuse, dure à vivre autant qu'exaltante » (p 125, Discours prononcé à Stockholm, le 10 décembre 1957. Extrait)(...)



## Squat des espaces publics à Chteibo Les trottoirs «libérés» des revendeurs de matériaux de construction



J. Boukraa

Malgré les efforts que déploient les autorités locales pour faire face à l'exploitation illicite de la voie publique et les trottoirs anarchiquement, ce phénomène n'a jamais pu être éradiqué. Dans ce cadre et sur instruction du wali d'Oran, une large opération d'assainissement a été lancée par la commission mixte, avant-hier, dans la localité de Haï Nedjma ex-Chteibo.

Les trottoirs et les places publiques qui étaient sous l'emprise des commerçants généralement versés dans la revente de matériaux de construction, ont été libérés. L'opération a touché l'espace mitoyen au niveau de l'hôpital 240 lits de Chteibo. L'opération en question est inscrite dans le cadre de la lutte contre la prolifération du commer-

ce informel et vise à mettre fin aux désagréments occasionnés par l'occupation des trottoirs, l'obstruction des édifices publics et des voies. Des mesures réglementaires ont été prises à leur rencontre.

Ces dispositions viennent en application de l'arrêté du wali visant à libérer ces espaces publics et à dégager la voie. Les maires de l'ensemble des communes ont été instruits d'appliquer l'arrêté et de lutter contre le squat des espaces. L'arrêté interdit tout squat d'espaces publics, exposition de marchandises sur la voie publique et exercice d'activité contraire au registre de commerce. En Effet, nombre de gérants investissent dans l'illicite. Ils se dépêchent pour s'enquérir de l'espace. Ils font sortir leur matériel pour réserver la place, alors que certains s'entendent entre eux pour se partager l'espace devant leurs

commerces. Ne se contentant pas d'occuper les trottoirs, certains commerçants s'accaparent même la chaussée interdisant ainsi le stationnement des véhicules. Dès les premières heures de la matinée, ils dressent toutes sortes d'objets en forme de barricades pour empêcher les automobilistes de stationner.

Les autorités locales ont souligné l'importance de lutter contre ce phénomène qui nuit à la qualité de vie des citoyens et à la sécurité de la circulation piétonne. La commission mixte a travaillé en étroite collaboration avec les services de sécurité pour faciliter le processus de récupération des trottoirs. Cette opération a été accueillie favorablement par les citoyens qui ont exprimé leur soutien aux autorités locales dans leur lutte contre le commerce informel et la récupération des espaces publics.

## Pour être opérationnelle dès cette saison estivale Des instructions pour lancer les travaux de la nouvelle gare routière de Aïn El Turck

D. B.

Pour être fonctionnelle dès cet été, le wali d'Oran a instruit l'ensemble des services concernés pour lancer dans les plus brefs délais les travaux de réalisation d'une nouvelle gare routière à Aïn El Turck, a-t-on appris des services de la wilaya. Renvoyée aux calendes grecques, près d'une décennie auparavant, la réalisation de la gare routière à Aïn El Turck a été remise sur la table. L'annonce a été faite par le chef de l'exécutif M. Saïd Sayoud lors de sa visite effectuée il y a une dizaine de jours dans la daïra de Aïn El Turck. Le wali qui était à l'écoute des doléances des citoyens de la commune a indiqué que la contrainte liée à l'assiette foncière a été levée et ce après la réquisition d'un terrain pour utilité publique situé au niveau de l'ancienne cave agricole à la sortie Est de Aïn El Turck. A ce titre, le wali a instruit les services de la direction agricole pour entamer les procédures d'usage pour le transfert de l'assiette. Sur site une maquette représentant la future gare routière a été exposée au wali qui a ensuite visualisé l'assiette de 05 hectares devant l'ac-

cueillir. Considérée comme l'un des plus importants sites balnéaires du pays, la daïra de Aïn El Turck, avec près d'une vingtaine de plages autorisées à la baignade, ne dispose pas d'une gare routière digne de ce nom. Pourtant, les plages réparties sur les trois communes, Aïn El Turck, Bousfer et El Ançor, accueillent chaque été des milliers d'estivants venus des quatre coins du pays et de l'étranger. L'absence d'une gare routière est d'ailleurs à l'origine de l'anarchie qui caractérise le secteur du transport dans cette daïra, notamment durant la saison estivale. Le projet de réalisation d'une gare routière à Aïn El Turck, censé être lancé il y a plus de cinq années, n'a toujours pas vu le jour. Une situation qui irrite à la fois les usagers et les commerçants de la place Vassas, transformée à l'occasion en station «sauvage», où les taxis et les clandestins imposent leur diktat.

Destinée à accueillir des milliers d'estivants et à désengorger la circulation routière dans la commune de Aïn El Turck, le projet d'une station urbaine de transport public, devant être réalisée à la sortie du quartier Bensmir, communément

appelé douar Naqous, a été mis aux oubliettes, avant la visite de l'actuel wali qui a décidé de relancer ce projet. L'inexistence d'une gare routière à la hauteur d'une ville balnéaire comme Aïn El Turck est à l'origine de l'anarchie prévalant dans le secteur du transport de ladite commune.

Les walis d'Oran qui se sont succédé ces 10 dernières années, ont chacun promis lors de leur mandat respectif la réalisation d'une gare routière pour mettre un terme à cette anarchie, malheureusement rien n'a été fait.

Notons que pas moins d'une demi-douzaine de stations de transport public, dont l'une est réservée uniquement pour les véhicules taxis, autorisés et/ou clandestins, sont répertoriées au niveau de la place Vassas, point vers lequel convergent des centaines de véhicules par jour pour accéder au centre de la principale commune de la daïra de Aïn El Turck, qui fait peine à voir.

Les autobus, les Karsan, les taxis autorisés ou illicites et autres véhicules de transport en commun clandestins participent à la triste confusion causée à la circulation routière et piétonnière.

## Intoxications et maladies transmissibles dans les écoles Les comités de lutte contre les MTH activés à Es-Sénia

J. Boukraa

Dans le cadre de la mise en œuvre des directives des autorités locales visant à améliorer les conditions de scolarité des élèves au niveau de la daïra d'Es-Sénia, une réunion a été tenue pour activer les comités de la lutte contre les maladies transmises par l'eau (MTH). Cette réunion a permis de discuter des différentes actions à mettre en place pour prévenir les intoxications alimentaires et les MTH dans les écoles. Les membres des comités ont souligné l'importance de la sensibilisation des élèves, des enseignants et des parents sur les bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène à adopter pour éviter les risques d'intoxication. Ils ont également évoqué la mise en pla-

ce d'un système de suivi régulier de la qualité de l'eau et des aliments dans les écoles.

En impliquant tous les acteurs locaux dans cette démarche, la daïra d'Es-Sénia entend améliorer les conditions de la scolarité des élèves et garantir un environnement sain et sécurisé dans les établissements scolaires. La mise en place d'un système de suivi régulier de la qualité de l'eau et des aliments dans les écoles, ainsi que d'un plan d'action en cas de contamination, permettra de garantir un environnement sain et sécurisé dans les établissements scolaires. La sensibilisation des élèves, des enseignants et des parents sur les bonnes pratiques alimentaires et d'hygiène à adopter constitue un axe essentiel de cette initiative.

## Classes d'alphabétisation, écoles, mosquées, centres de formation... La Sonelgaz sensibilise sur les dangers du monoxyde de carbone

J. Boukraa

La Direction de distribution de gaz et d'électricité Es-Sénia, en collaboration avec l'Office de l'alphabétisation, a récemment lancé des campagnes de sensibilisation sur le danger du monoxyde de carbone. Ces campagnes ont été menées dans environ 65 classes d'alphabétisation de Sidi Chahmi, Es-Sénia, Gdyl et Béthioua, sous le slogan « Dans le but de garantir un hiver sûr pour tous ». En outre, la Direction de la distribution d'Es-Sénia a organisé des cours de sensibilisation dans les établissements scolaires, les mosquées et les écoles coraniques, ciblant les enfants, les femmes rurales, les artisans et les travailleurs, en collaboration avec la Chambre de l'industrie traditionnelle et de l'artisanat de la wilaya d'Oran et les centres de formation professionnelle. Dans le même cadre, les Scouts islamiques de la wilaya d'Oran ont également participé en menant des campagnes de porte à porte à Hassi Bounif, Arzew, Béthioua, Gdyl et Aïn El Turck.

La Direction de la distribution a lancé plusieurs programmes de sensibilisation en collaboration

avec divers partenaires actifs tels que la Direction de la protection civile, la Direction des affaires religieuses, la Direction de l'éducation, le commerce, les centres de formation professionnelle, la Chambre de l'industrie traditionnelle et de l'artisanat, ainsi que de nombreuses associations actives dans la région. D'autre part, la Direction de distribution de gaz et d'électricité a lancé des journées portes ouvertes à l'occasion de la Journée nationale de nationalisation des carburants et de la création de l'Union générale des travailleurs algériens sur la place «Tahata» à Médina Jdidia. Cela s'est fait en coordination avec la Direction des affaires sociales ainsi que la société civile, où de nombreux conseils et orientations ont été donnés aux citoyens sur une utilisation correcte du gaz. Aussi, à l'issue d'une réunion avec la Direction des affaires religieuses, une campagne de sensibilisation a touché les fidèles dans les mosquées, en particulier lors de la prière du vendredi ainsi qu'avec la direction de la formation professionnelle, où deux jours ont été consacrés à la sensibilisation des stagiaires et des enseignants sur les dangers du «tueur silencieux».

## Axe Oran-Oued Tlélat Un mort et deux blessés dans un accident

Un terrible accident de la circulation s'est produit hier vers 7h00 du matin sur la voie express reliant la ville d'Oran à Oud Tlélat. Une collision entre un camion et une voiture Toyota Corolla a causé la mort d'une personne et a fait deux blessés, selon la protection civile. Les secours sont rapidement intervenus sur les lieux de l'accident pour porter assistance aux victimes. Malheureusement, ils n'ont pas pu sauver la

vie du conducteur de la voiture, dont la dépouille mortelle a été déposée à l'hôpital d'Oran. Les deux blessés ont quant à eux été transportés en urgence vers la polyclinique de Oued Tlélat pour y recevoir des soins. Une enquête a été ouverte pour déterminer les circonstances exactes de l'accident. La protection civile rappelle que la prudence et le respect du code de la route sont essentiels pour éviter de tels drames. J. B.

### ILS NOUS ONT QUITTES... HIER

**Menasra Ritage Yamina**, 11 ans, Oued Tlélat  
**Rahab Aribi**, 67 ans, Bousfer  
**Jaber Hasni**, 58 ans, Plateau  
**Mechai Abed**, 36 ans, Les Planteurs

### Horaires des prières pour Oran et ses environs

09 chaâbane 1444

El Fedjr 06h11	Dohr 13h16	Assar 16h30	Maghreb 19h01	Icha 20h18
-------------------	---------------	----------------	------------------	---------------





## TLEMCEM

## Renforcer les moyens de prévention



Khaled Boumediene

L'Algérie œuvre à renforcer ses capacités de gestion des risques de catastrophe et de protection civile par la mise en place des dispositifs adéquats et efficaces de prévention et d'intervention contre les calamités naturelles et les risques technologiques. Dans ce cadre, le directeur de la protection civile de Tlemcen, le lieutenant-colonel, Dr. Mohamed Réda Merbah, a indiqué hier dans son allocution, à l'occasion de la Journée mondiale de la protection civile célébrée cette année à Remchi, sous le thème « Le rôle des technologies de l'information dans l'évaluation des risques », que « l'Algérie a mis en place un dispositif de prévention des risques radiologiques et nucléaires ainsi que les moyens et les modalités de lutte contre ces sinistres lors de leur survenance au niveau du littoral du pays ou pour venir en aide aux pays voisins en cas d'accident ou d'événement résultant de développements incontrôlés survenus au cours de l'exploitation d'une installation radiologique ou nucléaire risquant d'entraîner des conséquences préjudiciables ou un danger grave pour les travailleurs, la population, les biens et l'environnement ». M. Merbah a aussi souligné, devant un parterre

composé des autorités civiles et militaires, des responsables du croissant rouge algérien et des responsables des unités de la protection civile de la wilaya, que « des moyens humains et matériels de la protection civile sont mobilisés en temps normal et renforcés en cas de précipitations pour la prévention des risques d'inondations et glissements de terrains comme ce fut le cas de Mila.

Des systèmes d'alerte et d'information des populations en temps de crise seront déployés pour la protection de la population en cas d'alerte réelle et s'informer des consignes de sécurité dans ces zones vulnérables et pour prévenir de l'arrivée d'un danger face auquel il faut se mettre en sécurité notamment pour les populations situées à proximité des barrages où des simulations sur ce genre de risques seront bientôt organisées par la protection civile ». Pour sa part, le wali de Tlemcen, Amoumène Mermouri a loué « les efforts déployés par l'Etat pour la protection des populations contre les risques majeurs et technologiques et par les agents de la protection civile qui détiennent une expérience et un savoir-faire et qui excellent par leur réflexe lors des différentes opérations de sauvetage et de secourisme effectuées pendant les situations de la crise».

Lors de cette journée célébrée au niveau de l'unité de protection civile de Remchi, le public jeune et adulte a été fasciné par le savoir-faire et l'imagination des soldats du feu et du sauvetage. Outre des démonstrations de sauvetage avec des échelles mécaniques, d'extinction d'incendie et d'évacuation des victimes présentées par les différents sapeurs-pompiers et des expositions sur les différentes interventions de l'intoxication au monoxyde de carbone, de feux de forêts, de sauvetage de la saison estivale, d'accidents de circulation, d'accouchement des femmes dans des ambulances de la protection civile et des suicides, une cérémonie de remise des grades de commandant, lieutenant, sous-lieutenant, adjudant, sergent et caporal à 45 agents ainsi que la distribution de cadeaux et récompenses aux agents qui se sont distingués dans des compétitions dans les différentes disciplines de football, natation, jeu d'échec, cross et pétanques. En outre, des retraités et des agents ayant suivi des cycles de formation ont été honorés lors de cette journée dans une ambiance sympathique.

A noter qu'une caravane composée de 17 engins des centres de secours et de lutte contre les incendies a sillonné les principales artères de Remchi.

## SIDI BEL-ABBÈS

## Du nouveau au CHU

Le service ORL du CHU de Sidi Bel-Abbès Abdelkader Hassani s'est lancé mardi dans un type de chirurgie très complexe qui consiste en l'enlèvement des tumeurs cancéreuses de la base du crâne, a-t-on appris auprès de cet établissement de santé. Des opérations chirurgicales à effectuer trois jours durant seront dirigées par le chef de service ORL du CHU de Beni Messous (Alger), Pr. Farid Boudjenah, a indiqué le chef de service ORL du CHU de Sidi Bel-Abbès, Megherbi Ouziane. Pour sa part, Pr. Boudjenah a expliqué que les opérations d'ablation de tumeurs cancéreuses de la base du crâne "sont des opérations très complexes qui prennent pas moins de 8 heures de temps",

soulignant que ce genre de chirurgies s'effectuait à l'étranger, ce qui revenait cher aux caisses de l'Etat. "Aujourd'hui, ce type de chirurgie est possible en Algérie grâce aux compétences locales avec des résultats très satisfaisants, soit zéro décès jusqu'à présent", s'est-il réjoui.

Pr. Boudjenah a souligné que les tumeurs de la base du crâne touchent différentes tranches d'âge, ajoutant que le recours à l'ablation se décide suite à un changement dans leurs aspects et le degré de dangerosité. Le CHU de Sidi Bel-Abbès Abdelkader Hassani a été pourvu de tous les équipements nécessaires comme la colonne d'endoscopie en vue d'une meilleure prise en charge des patients.

## BÉCHAR

## Le centre anti-cancer renforcé

Le Centre anti-cancer (CAC) de Béchar vient de se doter d'une unité d'oncologie-génétique ultra moderne au titre du plan national de lutte contre le cancer, selon le directeur de cette structure hospitalière.

Cette unité, première du genre dans toute la région du sud-ouest du pays et qui a été mise en service récemment, permet dans un laps de temps d'effectuer des analyses et des diagnostics à partir d'une prise de sang pour la recherche de mutation chez les personnes ayant une prédisposition héréditaire au cancer, a déclaré à l'APS Ahmed Chawki Belbey. Inscrite dans le cadre du renforcement des prestations médicales du CAC, cette nouvelle unité sera d'un grand apport dans le suivi et le traitement médical des patients tant des wilayas du sud-ouest du pays que des autres régions du pays, a-t-il expliqué. « Trois patients ont été déjà pris en charge par cette unité, qui vient renforcer notre plateau et protocole technique et médical pour une meilleure prise des patients », a ajouté M. Belbey.

Le CAC de Béchar sera prochainement renforcé par la mise en service de médecine nucléaire,

donc le coup d'envoi de prestations spécialisées a été retardé pour cause de procédure technique, selon le même responsable.

Il a fait savoir par ailleurs que sept importantes interventions chirurgicales, dont trois dites "lourdes", ont été effectuées avec succès par une équipe de chirurgiens venus d'Oran dans le cadre de journées médico-chirurgicales dédiées au cancer, organisées récemment par le CAC. Cette structure hospitalière spécialisée s'apprête à organiser du 05 au 06 mars prochain la seconde édition des journées de cancérologie avec la participation de plusieurs spécialistes en maladies cancéreuses issus des centres hospitaliers universitaires (CHU) et hôpitaux des différentes régions du pays, qui vont débattre des thèmes liés aux risques collatéraux du cancer. D'une capacité d'accueil de 140 lits, cette structure de santé qui s'étend sur une superficie de sept ha et qui a été inaugurée en 2019, comprend plusieurs services médicaux spécialisés notamment la radiothérapie, la chirurgie, l'hématologie, l'IRM, la mammographie et l'échographie en plus de trois importants blocs opératoires ainsi que de plusieurs servitudes.

## CHLEF

## Comment éviter les drames liés au monoxyde de carbone ?

Abbad Miloud

Dans le cadre de la politique de proximité initiée par le groupe Sonelgaz et la société nationale de distribution de l'électricité et du gaz, la direction de la distribution de l'électricité et du gaz de Chlef a organisé mardi une rencontre regroupant plusieurs cadres de la structure citée et des membres des associations de la protection du consommateur. L'objectif principal était

de trouver les voies et moyens permettant une aide efficace afin de mettre un terme aux accidents liés au monoxyde de carbone et éviter en conséquence des victimes. Cette rencontre a été mise à profit pour que les associations concernées exposent leurs préoccupations et proposent les solutions qu'elles envisagent concernant l'amélioration de la qualité de services offerts aux abonnés. La campagne de sensibilisation a été entreprise depuis le

mois de septembre 2022 jusqu'au mois de février 2023. Durant cette période, 101 établissements scolaires des trois paliers, 33 centres de formation professionnelle, toutes les résidences universitaires d'El Hassania, de Bocca Sahnoun et Ouled Farès ont été touchés par cette campagne. Pour le large public, des portes ouvertes ont été organisées au niveau des places publiques de plusieurs communes. La campagne se poursuit.

## EL BAYADH

## Sept localités raccordées au réseau de gaz

L'opération de raccordement de sept (7) localités enclavées au réseau de gaz naturel a été lancée récemment dans la wilaya d'El-Bayadh, selon la direction locale de l'énergie.

Le chef de service électricité et gaz, Naïm Amiri a indiqué à l'APS que cette opération de développement inscrite dans le cadre du programme sectoriel, comprend la réalisation de deux réseaux de transport et de distribution de cette source d'énergie au profit de 860 foyers, laquelle sera achevée dans un délai fixé à 24 mois.

Cette opération concerne les localités de "Chaaba El Baida", Oualighen dans la commune de Stitten, Bordj El Mey de la commune d'El Khaïter, El Khodr (commune d'El Meharr), El Faraa dans la commune de Brezina, Dir El Hassiane de la commune de Sidi Taïfour, en plus de Oum Djrabii de la commu-

ne de Boualem, selon le même responsable. D'autre part, les travaux de réalisation se poursuivent pour une opération similaire, inscrite, au titre du programme complémentaire du secteur de l'énergie, ciblant les localités d'El Maghsal, Toualil dans la commune de Krakda, Chahid Slimani et Oued Lahdjal, dans la commune de Stitten, a ajouté la même source, signalant l'achèvement des travaux de pose de conduite du réseau de distribution, en attendant le parachèvement de la réalisation du réseau de transport. La même source a expliqué qu'il a été procédé récemment à l'achèvement de l'opération de raccordement de plusieurs zones enclavées et à l'élargissement de l'habitat au réseau de gaz naturel et qui a touché plus de 800 foyers. Le taux de couverture au réseau de gaz naturel dans la wilaya d'El Bayadh est de plus de 92%.

## MASCARA

## L'alimentation en eau perturbée dans trois communes

Trois communes de la wilaya de Mascara connaissent des perturbations dans l'alimentation en eau potable suite aux travaux de maintenance, a-t-on appris mercredi auprès de l'unité de wilaya de l'Algérienne des eaux (ADE). Selon la même source, ces perturbations affectent depuis deux jours les grou-

pements d'habitat rural des communes de Sig, Bouhenni et Chorfa, en raison des travaux de réparation de la panne technique enregistrée au niveau de la station de traitement des eaux de la commune de Sig. L'opération d'alimentation en eau potable de ces communes connaîtront une "stabilité progressive",

après achèvement des travaux de maintenance de la station, ont assuré les responsables de l'ADE. A rappeler que les communes de Sig, Bouhenni et Chorfa bénéficient quotidiennement d'une quantité de plus de 17.000 mètres cubes d'eau potable, alimentée à partir du système Mos-taganem-Arzew-Oran (MAO).



## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## DIRECTION DU LOGEMENT

## WILAYA D'ORAN

NIF : 001431019001850

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N°01/2023

La direction du logement de la wilaya d'Oran, lance un avis d'appel d'offre national ouvert avec exigence de capacité minimale N°01/2023 pour :

**Projet :** Réhabilitation de 684/1000 Logements Publics Locatifs Touchés par le séisme du 26 Juin 2022, Survenu dans la wilaya d'Oran, répartie en (11) lots séparés.

- **LOT 01 :** Cité 200 Logts El Mohgoun blocs (A+B)
- **LOT 02 :** Cité 200 Logts El Mohgoun blocs (C+D+E+F+G)
- **LOT 03 :** Cité 200 Logts El Mohgoun blocs (H+I+L+M+N)
- **LOT 04 :** Cité 200 Logts El Mohgoun blocs (J+K+O+P+Q)
- **LOT 05 :** Cité 350 Logts Batioua blocs (A+B+C)
- **LOT 06 :** Cité 350 Logts Batioua blocs (D+E+F+G)
- **LOT 07 :** Cité 350 Logts Batioua blocs (H+I+J+K)
- **LOT 08 :** Cité 350 Logts Batioua blocs (L+M+N+O)
- **LOT 09 :** Cité 350 Logts Batioua blocs (P+Q+U)
- **LOT 10 :** Cité 200 Logts sidi ben yebka blocs (A+B+C)
- **LOT 11 :** Cité 200 Logts sidi ben yebka blocs (D+E+F)

Le présent avis d'appel d'offre s'adresse aux entreprises publiques ou privées physiques ou morales, de droit algérien, remplissant les conditions d'éligibilité suivantes :

**Capacité professionnelle :** Un certificat de qualification et de classification professionnelle de catégorie 03 ou plus, activité principale travaux bâtiment en cours de validité.

**Capacité technique :** référence professionnelle d'un (01) projet de même nature, ou un (01) projet de catégorie A ou plus conformément à l'arrêté interministériel du 15 mai 1988 portant modalités d'exercices et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment.

Les références professionnelles doivent être justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par des maîtres d'ouvrages publics.

**Capacité financière :** Ayant réalisé un chiffre d'affaire moyen des Trois dernières années (2020-2021-2022) supérieur ou égale à 6 000 000,00 DA. Les moyens financiers doivent être justifiés par les bilans financiers des trois dernières années visées par les services des impôts.

Si l'une des conditions d'éligibilité n'est pas satisfaite, l'offre sera rejetée systématiquement. Les soumissionnaires peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots et ne sera retenu que pour un seul lot, l'ordre de priorité pris par le service contractant lors de l'évaluation des offres et l'ordre dont les lots sont numérotés du lot N°01 au lot N°11.

Au titre de présent cahier des charges le groupement d'entreprise n'est admis.

En application des dispositions de l'article 67 du décret présidentiel n°15-247 du 16 Septembre 2015 portant réglementation des marchés publics et des délégations de service public, les offres doivent comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière.

## A. Le DOSSIER DE CANDIDATURE CONTIENT :

- 1) Une déclaration de candidature (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, cachetée et datée
  - 2) Une déclaration de probité (selon modèle ci-joint) renseignée, signée, cachetée et datée.
  - 3) copie des statuts de la société.
  - 4) Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise.
  - 5) Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires
- Capacité professionnelle :** Un certificat de qualification et de classification professionnelle de catégorie 03 ou plus, activité principale travaux bâtiment en cours de validité.
- Capacité technique :** référence professionnelle ayant réalisé un (01) projet de même nature, ou un (01) projet de catégorie A ou plus. Conformément aux dispositions de l'arrêté interministériel du 15 mai 1988 portant modalités d'exercices et de rémunération de la maîtrise d'œuvre en bâtiment.
- Les références professionnelles doivent être justifiées par des attestations de bonnes exécutions délivrées par des maîtres d'ouvrages publics.
- Capacité financière :** Ayant réalisé un chiffre d'affaires moyen des Trois dernières années (2020-2021-2022) supérieur ou égale à 6 000 000,00 DA. Les moyens financiers doivent être justifiés par les bilans financiers des trois dernières années visées par les services des impôts.

Conformément à l'article 69 du décret présidentiel n°15/247 de la 16/09/2015 portant réglementation des marchés publics et délégation du service public ; les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché qui devra les fournir dans un délai de 10 jours à compter de la date de saisine, et en tout état de cause, avant la publication de l'avis d'attribution provisoire du marchés par les documents suivantes :

- 1- Copie du registre de commerce
- 2- Mise à jour CNAS, CASNOS, CACOBATH, en cours de validité.
- 3- Extrait de rôle apurés ou avec un échéancier de paiement et porte la mention de « non inscrit au fichier national des fraudeurs.
- 4- Extrait du casier judiciaire du gérant de l'entreprise ou du directeur général de l'entreprise datant moins de 03 mois
- 5- Copie de l'attestation de dépôts des comptes sociaux pour les sociétés de la dernière année.
- 6- Copie de numéro d'identification fiscale « NIF ».

## B. L'OFFRE TECHNIQUE CONTIENT :

- 1-Déclaration à souscrire remplie signée, cachetée et datée.
- 2-Cahier des charges rempli signée, cachetée et datée portant dans la dernière page la mention manuscrite « lus et accepté ».
- 3-Un mémoire technique justificatif signé, cacheté et daté par le soumissionnaire (modèle ci-joint au CDC) et justifié par les pièces exigées dans le cahier des charges.
- 4- Le planning des travaux
- 5-PV de visite de site

## C. L'OFFRE FINANCIERE CONTIENT:

- Lettre de soumission remplie dûment remplie signée, cachetée et datée par le soumissionnaire
- Bordereaux des prix unitaires daté, signée, cachetée et rempli en chiffres et en lettre par le soumissionnaire
- Le Détail quantitatif et estimatif rempli signée, cachetée par le soumissionnaire lisible

## 50POS HAI EL YASMINE - BIR EL DJIR

En (03) trois enveloppes intérieures séparées sous un pli cacheté anonyme et portant la mention suivante :

AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT  
AVEC EXIGENCE DE CAPACITE MINIMALES N°01/2023

**Projet :** Réhabilitation de 684/1000 Logements Publics Locatifs Touchés par le séisme du 26 Juin 2022, Survenu dans la wilaya d'Oran, répartie en (11) lots séparés.

- LOT 01 : cité 200 Logts El Mohgoun blocs (A+B)
- LOT 02 : cité 200 Logts El Mohgoun blocs (C+D+E+F+G)
- LOT 03 : cité 200 Logts El Mohgoun blocs (H+I+L+M+N)
- LOT 04 : cité 200 Logts El Mohgoun blocs (J+K+O+P+Q)
- LOT 05 : cité 350 Logts Batioua blocs (A+B+C)
- LOT 06 : cité 350 Logts Batioua blocs (D+E+F+G)
- LOT 07 : Cité 350 Logts Batioua blocs (H+I+J+K)
- LOT 08 : Cité 350 Logts Batioua blocs (L+M+N+O)
- LOT 09 : Cité 350 Logts Batioua blocs (P+Q+U)
- LOT 10 : Cité 200 Logts sidi ben yebka blocs (A+B+C)
- LOT 11 : Cité 200 Logts sidi ben yebka blocs (D+E+F)

## « À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

Le délai de préparation des offres est fixé à 15 jours, à partir de la 1<sup>ère</sup> publication dans le BOMOP ou la presse, conformément à l'article 66 du décret présidentiel n°15-247 de la 16/09/2015, portant réglementation des marchés publics et des délégations du service public. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres est prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

Les plis seront déposés le dernier jour de la durée de préparation des offres avant 12H00.

- ✓ L'ouverture des plis se fera en séance publique le même jour de la date de dépôt des offres à 13h00 au siège de direction du logement de la wilaya d'Oran – sise 50 POS HAI EL YASMINE BIR EL DJIR
- ✓ Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant une période de la durée de préparation des offres augmentée de 03 mois.
- ✓ Les soumissionnaires sont cordialement invités à y assister.

ANEP N° 2331001865 Le Quotidien d'Oran 02/03/2023

## REPUBLIQUE ALGERIENNE DEMOCRATIQUE ET POPULAIRE

## MINISTERE DE LA SANTE

## WILAYA D'ORAN

Direction de la Santé et de la Population de la wilaya d'Oran

Numéro d'identification Fiscal : 099731019271904

## AVIS D'APPEL D'OFFRES NATIONAL OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES,

N°01/2023

La direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran lance un avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales, portant acquisition des équipements de l'annexe de laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques (LNCPP) en lots séparés

## LOT N°01 : DISPOSITIFS MEDICAUX

## LOT N°02 : EQUIPEMENTS DE MICROBIOLOGIE

## LOT N°03 : MATERIEL DE LABORATOIRE

## LOT N°04 : EQUIPEMENTS TRAITEMENT D'AIR

L'appel d'offre faisant l'objet du présent cahier des charges s'adresse aux soumissionnaires :

## CAPACITES PROFESSIONNELLES

Fabricants ou leurs représentants exclusifs, importateurs, distributeurs agréés par le ministère de la santé ou de l'industrie pharmaceutique.

## CAPACITES TECHNIQUES

Ayant fourni des équipements de même nature que ceux du lot considéré, justifié au minimum par (01) une attestation de bonne exécution durant les cinq dernières années, délivrée par des services contractants publics.

## CAPACITES FINANCIERES

Les Capacités financières du soumissionnaire doivent être justifiées par les bilans financiers des trois dernières années certifiés par les services des impôts, dont la moyenne des trois chiffres d'affaires ne doit pas être inférieure à :

- 17.000.000,00 DATTC pour les lots n°01 et n°02
- 65.000.000,00 DATTC pour le lot n°03
- 21.000.000,00 DATTC pour le lot n°04.

Les entreprises intéressées par le présent avis, peuvent retirer le cahier des charges auprès de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran, BD AHMED BENABDERRAZAK (en face L'ENTV ORAN) bureau des marchés, contre la remise d'un récépissé de versement auprès du trésor public de la wilaya d'Oran de la somme non remboursable de 10.000,00 DA.

La durée de préparation des offres est fixée à vingt (20) jours à compter de la date de la première parution de l'avis d'appel d'offres dans le BOMOP ou la presse. Si ce jour coïncide avec un jour férié ou un jour de repos légal, la durée de préparation des offres sera prorogée jusqu'au jour ouvrable suivant.

La date de dépôt des offres correspond au dernier jour de la durée de préparation des offres au siège de la direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran de 08H00 à 12H00.

L'offre doit comporter un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière : selon l'article 13 du cahier des charges (documents constitutifs de l'offre) :

## I/ Le dossier de candidature contient :

1. Une déclaration de candidature selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.

Les documents justifiant les informations contenues dans la déclaration de candidature sont exigés uniquement de l'attributaire du marché qui devra les fournir dans un délai de dix (10) jours à savoir :

- Copie du registre de commerce électronique.

- Mise à jour CNAS, CASNOS en cours de validité.

- L'extrait de rôle d'activité, apuré ou avec échéancier de paiement portant la mention « non inscrit au fichier national des fraudeurs » en cours de validité.

- Copie du casier judiciaire du gérant ou du directeur de la société, en cours de validité.

- Attestation de dépôt des comptes sociaux du dernier exercice pour les personnes morales.

- Copie du numéro d'identification fiscale (NIF).

- les statuts pour les sociétés ;

2. Une déclaration de probité selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée

3. Les documents relatifs aux pouvoirs habilitant les personnes à engager l'entreprise ;

4. Tout document permettant d'évaluer les capacités des candidats, des soumissionnaires

## A/ CAPACITES PROFESSIONNELLES :

Une copie de l'agrément délivré par le ministère de la santé ou de l'industrie pharmaceutique en cours de validité.

## B/ CAPACITES TECHNIQUES :

Les Références professionnelles appuyées par des attestations de bonne exécution portant les montants des projets, délivrées et signées par les services contractants publics.

## C/ CAPACITES FINANCIERES :

Les moyens financiers justifiés par les bilans financiers des trois dernières Années, certifiés par les services des impôts.

## II/ L'offre technique contient :

1. Une déclaration à souscrire selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée.

2. Un mémoire technique justificatif suivant le modèle en annexe (ce document non signé et/ou non renseigné complètement, l'offre sera rejetée)

3. Une copie de l'exclusivité ou de représentation délivrée par le fabricant

4. Une copie de l'engagement solidaire fabricant / représentants exclusifs

5. Une copie de l'engagement solidaire fabricant / importateur

6. Certificats de conformité des équipements proposés aux normes du pays d'origine

7. Les certificats d'origine des équipements proposés.

8. Les certificats de vente dans les pays d'origine des équipements proposés établis par Le fabricant.

9. Fiches techniques détaillées des équipements proposés, signées et cachetées par le soumissionnaire

10. La liste détaillée de la pièce de rechange de chaque équipement.

11. La documentation (manuels d'exploitations ; de la maintenance ; de la pièce de rechange traduit dans la langue de l'offre sur papier et support informatique.

12. Un engagement sur les délais de livraison, installation et mise en service, cachetée et signée suivant le modèle en annexe

13. Un engagement sur les délais de garantie, cachetée et signée suivant le modèle en annexe

14. Un engagement sur le service après-vente, cachetée et signée suivant le modèle en annexe

15. Un engagement de formation détaillé (durée et lieu) du personnel utilisateur des équipements.

16. Un engagement du délai d'intervention cachetée et signée suivant le modèle en annexe

17. Le planning de livraison, d'installation et de mise en service.

18. Le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite « lu et accepté ».

## III/ L'offre Financière contient :

1-La lettre de soumission selon le modèle ci-joint remplie, signée, datée et cachetée

2-Le bordereau des prix unitaires (BPU) selon le modèle ci-joint ; remplie, signée, datée et cachetée

3-Le détail quantitatif et estimatif (DQE) selon le modèle ci-joint ; remplie, signée, datée et cachetée

Le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont insérés dans des enveloppes séparées et cachetées conformément à l'article 14 du cahier des charges

Ces trois enveloppes sont mises dans une autre enveloppe anonyme, comportant la mention suivante :

## « À n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres »

## avis d'appel d'offres national ouvert avec exigence de capacités minimales N°.....

Acquisition des équipements de l'annexe de laboratoire national de contrôle des produits pharmaceutiques

(LNCPP) en lots séparés

(préciser le ou les lots)

Tout soumissionnaire désirant obtenir des éclaircissements sur le contenu du présent cahier des charges est tenu d'adresser une demande d'éclaircissements au service contractant par écrit à la Direction de la santé et de la population de la wilaya d'Oran. L'adresse suivante : Bd, Ahmed BENABDERRAZAK ORAN. Toute demande d'éclaircissements doit être formulée au moins dix (10) jours avant la date de dépôt des offres.

A rappeler que cet avis tient lieu d'invitation aux soumissionnaires pour assister à la réunion de la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres qui se tiendra le même jour de la date de dépôt des offres à 14 H00 à la salle de réunion de la direction de la santé et la population de la wilaya d'Oran.

Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant 110 jours à compter de la première parution dans la presse nationale ou le BOMOP du présent avis d'appel d'offres.

Dans le cas de l'entreprise attributaire d'un marché public, le délai de validité des offres est prorogé systématiquement d'un mois supplémentaire

LE DIRECTEUR DE LA SANTE  
ET DE LA POPULATION

ANEP N° 2331001798 Le Quotidien d'Oran 02/03/2023



## CAN 2023 (U23)

# Algérie-Ghana au troisième tour après le forfait de l'Ethiopie



La sélection nationale de football des U23 est qualifiée pour le troisième et dernier tour des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations de la catégorie après le forfait de l'Ethiopie, et affrontera le Ghana pour un billet en phase finale de la compétition qualificative aux Jeux olympiques Paris-2024, a annoncé

mercredi la Fédération algérienne de football (FAF).

"Faisant suite à la notification de non-participation de l'Ethiopie au second tour des éliminatoires de la CAN U23, la sélection nationale est considérée vainqueur et automatiquement qualifiée pour le dernier tour contre le Ghana", explique la FAF dans un communiqué publié

sur son site officiel. Le match aller entre les sélections algérienne et ghanéenne aura lieu le 24 mars au stade du 19 mai 1956 d'Annaba, et la manche retour est prévue le 28 mars à Kumasi (Ghana), précise la même source.

L'Algérie devait affronter l'Ethiopie (8-9 mars) à Addis Abeba, et (12-13 mars) à Alger, rappelle-t-on.

## Ligue 1 - Mise à jour : demain JS Kabylie-ASO Chlef Pas droit à l'erreur pour les Canaris

Après trois matches en Ligue des Champions d'Afrique, la JSK renouera demain avec la compétition nationale dans le cadre de la mise à jour du championnat de la Ligue 1, face à l'ASO Chlef. Considéré comme l'un des tournants décisifs pour le maintien, les Canaris sont condamnés à gagner pour ne pas se compliquer la tâche. Mission délicate pour la JSK qui n'a aucune alternative que de l'emporter. Ce ne sera pas tâche aisée de-

vant un adversaire chélifien difficile à manier même en dehors de ses bases. Pour ce match, l'entraîneur Miloud Hamdi compte, selon notre source, effectuer quelques changements au sein de l'équipe type, notamment en attaque pour mettre fin à cette inefficacité offensive qui a été préjudiciable aux "Jaune et Vert" jusque-là. Le staff technique de la JSK attend avec impatience la qualification des nouvelles recrues, entre autres, l'attaquant

bosniaque Semir Smajlagic. En cas d'absence de ce dernier, le coach de la JSK aurait choisi de faire confiance à l'international burkinabé Mohamed-Lamine Ouattara qui devrait retrouver sa place. Mathématiquement parlant, cette rencontre sera déterminante à plus d'un titre pour le maintien des Canaris qui n'ont pas droit à l'erreur s'ils veulent réellement éviter une relégation qui se profile à l'horizon.

M. Z.

## CS Constantine Le torchon brûle entre Madoui et Boulahbib

Décidément, rien ne va plus entre l'entraîneur Kheireddine Madoui et le directeur général de la SSPA, Mohamed Boulahbib. Les relations se sont détériorées après que Madoui eut jeté l'éponge juste après le match contre le HB Chelghoum Laïd. La démission du technicien sétifien a précipité les événements au sein du club de Cirta. On vient d'apprendre que la direction du CSC a convoqué l'entraîneur Kheireddine Madoui pour prendre une décision définitive quant à son avenir avec l'équipe. Selon la même source, Mohamed Boulahbib a convoqué Madoui compte tenu de la période difficile que traverse le club, après son élimination de la Coupe d'Algérie et une contre-performance lors du dernier match en championnat face

à la lanterne rouge le HBCL. Cela a poussé l'entraîneur des Sanafirs à mettre fin à sa mission à la tête de la barre technique. Mais les responsables du club ont refusé de renoncer aux services de l'entraîneur Madoui, et ce, en vue de maintenir la stabilité au sein de l'équipe, et ont exigé au technicien d'honorer son contrat qui s'étend jusqu'à la fin de la saison en cours, a fait savoir la même source. Refusant de revenir sur sa décision, le coach du CSC a poussé le conseil d'administration à provoquer une dernière réunion afin de décider de son sort avec l'équipe, a-t-on précisé. Dans l'autre camp, Madoui refuse, non seulement de poursuivre sa mission avec le CSC mais, surtout, de ne plus collaborer avec l'actuel DG du club. L'appel à un

huissier de justice en vue d'élaborer un constat d'absence de l'entraîneur et son staff technique lors de la séance de reprise des entraînements n'a pas été apprécié par le désormais coach des Sanafirs. Cette sortie de Mohamed Boulahbib a été diversement interprétée. Certaines sources affirment que le DG du CSC aurait sacrifié son entraîneur, notamment après la montée au créneau des supporters pour "préservé son poste", dit-on. Les autres avouent que l'appel d'un huissier de justice a été conçu pour pousser Kheireddine Madoui vers la porte de sortie. Entre les uns et les autres, c'est l'indécision qui plane au moment où la démission du coach est irrévocable, selon lui. Affaire à suivre.

M. Z.

## Ligue 2 : Centre-Ouest

# Pas de changements en vue en tête du tableau

La vingtième journée de ce groupe verra les quatre premiers évoluer à domicile, ce qui signifie clairement qu'aucun changement n'est prévu en tête du tableau. En effet, le leader, la JSMT, semble idéalement placé pour consolider sa première place avec la réception du WAB. Les Tiaretis sont tenus par l'obligation de résultat sachant que tous leurs poursuivants ne devraient pas éprouver de grandes difficultés à s'imposer sur leurs terrains. A commencer par l'ESBA qui accueillera la lanterne rouge, le RCR, condamnée depuis belle lurette à la descente.

Ceci dit, le team de Ben Aknoun dispose d'une belle opportunité pour rester aux basques du leader tiareti et se racheter de sa dernière défaite concédée à Mascara. Le troisième, l'ESM en l'occurrence, est bien armé pour ajouter trois points à son escarcelle face à son hôte du jour, l'ASMO. En tout cas, les Mostaganémois ne veulent en aucun cas rater cette occasion pour rester aux basques de la JSMT. Pour sa part, le SC Mécheria est appelé à confirmer face à l'O Médéa son statut de révélation de ce grou-

pe pour surtout rester en contact du groupe de tête. Chez les mal classés, le match WAT-RCK, les deux potentiels relégables, tient en haleine les supporters des deux formations.

Le vainqueur pourrait quitter momentanément la zone rouge et profiter des déplacements du MCS à Alger et du GCM à Témouchent. Au stade du 20-Août, le Nasria veut coûte que coûte poursuivre son ascension au classement pour faire un grand pas pour le maintien. C'est la même ambition recherchée par le GCM face au CRT, appelé à réagir après une série noire de mauvais résultats.

Enfin à Chlef, le MCBOS, auteur de deux victoires lors de ses derniers déplacements, n'aura pas une partie de plaisir devant le SKAF, l'équipe en forme du moment.

M. Z.

## Aujourd'hui à 15h00

Alger :	.....	NAHD-MCS
Mostaganem :	.....	ESM-ASMO
Chlef :	.....	MCBOS-SKAF
Témouchent :	.....	CRT-GCM
Tlemcen :	.....	WAT-RCK
Ben Aknoun :	.....	ESBA-RCR
Mécheria :	.....	SCM-OM
Tiaret :	.....	JSMT-WAB

## RC Kouba

# Abdenour Hamici nouvel entraîneur du Raed

La direction du RC Kouba a annoncé avoir engagé le technicien Abdenour Hamici comme nouvel entraîneur en chef avec l'objectif de sauver de la relégation le club qui occupe actuellement l'avant-dernière place au classement de la Ligue 2, Groupe Centre-ouest. Hamici, qui avait déjà dirigé le Raed lors de la saison 2020-2021, sera secondé dans sa nouvelle tâche par l'entraîneur des gardiens Mohamed Ghalem, l'enfant du club, qui avait occupé ce poste pendant trois ans, entre 2019 et 2022. Le RCK reste sur une série noire de sept défaites consécutives, qui représente une première dans l'histoire dans ce club dans la banlieue algéroise, fondé en 1945. «Après le départ de l'entraîneur Abdelkrim Latrèche et de son adjoint, Kamel Bouse-na, il a été décidé d'engager

Abdenour Hamici jusqu'à la fin de la saison en cours, avec pour mission de sauver le club de la relégation» a déclaré le dirigeant Abderrahmane Khoudir. De son côté, le président de l'APC de Kouba, Zohir Bouse-nina, a rencontré le président du Raed, Mouloud Boudina, lors d'une réunion d'urgence marquée par la présence de certains actionnaires et certains proches du club, avec l'espoir de trouver une solution à cette crise, qui a relégué le club à la 15e place du classement avec un modeste capital de 15 points. Parmi les principales décisions qui ont été prises au cours de cette réunion, l'installation d'une cellule de crise, présidée par Mouloud Boudina. Le RCK débutera demain sa «mission sauvetage» par un déplacement difficile chez le WA Tlemcen.

## Tlemcen

# Entrée au stade

# «Akid Lotfi» pour WAT-RCK

La direction du stade «Akid Lotfi» de Tlemcen a décrété l'entrée gratuite à l'occasion du match de la formation locale le WAT face au RC Kouba, demain.

Cette décision fait suite à une demande formulée par le WAT à la direction de la jeunesse et des sports de wilaya, avec comme objectif de motiver les fans locaux à revenir en force au stade pour soutenir leur équipe qui lutte pour son maintien en deuxième palier, a précisé la même source. Le «Widad», re-

légué en fin de saison passée en Ligue deux, risque de perdre un autre palier à l'issue de l'exercice en cours s'il ne venait pas à améliorer ses résultats, sachant qu'il occupe la zone rouge avec 17 points après 19 journées. Pour ce faire, les dirigeants du WAT tablent sur le soutien de leur galerie qui a «abandonné» les siens depuis le début de cet exercice, sans doute à cause de l'enchaînement des mauvais résultats et l'instabilité régnant à tous les niveaux dans ce club.



## Après les guerres L'amère réalité du travail des enfants en Irak

**Haydar Karar n'a que 13 ans, mais depuis cinq ans déjà il est apprenti chez un oncle menuisier à Bagdad. Comme lui, beaucoup d'enfants irakiens confrontés à la pauvreté et aux conflits sont contraints de travailler très jeunes.**



Quotidiennement de puis l'âge de huit ans, Haydar passe le balai ou déplace des poutres dans l'atelier de son oncle, de huit à 17 heures. «A cause d'une bagarre j'ai été renvoyé de l'école», reconnaît l'adolescent à la silhouette menue. La famille a donc décidé de le mettre à la tâche «pour construire mon avenir et me marier», dit-il.

Penché sur un fauteuil en bois, il râpe les accoudoirs et le dossier avec du papier abrasif. Il transporte des tréteaux en métal avant de déplacer de larges planches faisant quasiment deux fois sa taille. Son emploi lui rapporte moins de 20 dollars par semaine et suffit à peine à subvenir à ses besoins et ceux de sa soeur. En raison d'un parcours familial chaotique, il est hébergé par un autre oncle. Comme lui, d'autres sont apprentis mécaniciens, employés dans des cafés à chichu, dans des salons de coiffure, éboueurs, mais aussi laveurs de pare-brises ou vendeurs de mouchoirs postés aux carrefours. En Irak, le travail des enfants concerne de plus en plus de monde et pour cause: malgré les richesses en hydrocarbures colossales du pays, près d'un tiers des 42 millions d'Irakiens vivent dans la pauvreté selon l'ONU.

### «EN HAUSSE CONSTANTE»

Après des décennies de conflits, l'Irak cherche encore à se construire un semblant de stabilité, même après la mise en déroute en 2017 des jihadistes du groupe Etat islamique

(EI), une énième guerre ayant provoqué d'importants déplacements de population. Il souffre aussi des retombées d'une corruption endémique siphonnant les fonds publics, et de politiques gouvernementales inadéquates pour lutter contre la précarité. «Le travail des enfants est en hausse constante», reconnaît Hassan Abdel Saheb, responsable du dossier au ministère du Travail et des Affaires sociales, citant comme causes «les guerres, conflits et déplacements, en particulier dans les provinces envahies par l'EI».

«De nombreuses familles ont été privées de pourvoyeur, les mères ont été contraintes de laisser les enfants travailler, pour aider à accroître les revenus du foyer», explique-t-il. Les provinces les plus touchées sont celles de Ninive, dont le chef-lieu est Mossoul, ancien bastion jihadiste, Bagdad et Kirkouk (nord), selon une étude de son département.

M. Abdel Saheb rappelle que le droit irakien interdit le travail des enfants de moins de 15 ans, sous peine d'une amende ou d'une condamnation à une peine de prison pouvant aller au-delà de six mois.

Pour enrayer le travail des mineurs, des allocations sont distribuées aux plus démunis, allant de 96 à 250 dollars, en fonction du nombre d'enfants.

### PAUVRETÉ

«Pauvreté» et «inégalités économiques» font partie des principaux facteurs «ayant poussé de nombreux enfants vers le

travail», affirme de son côté le porte-parole de l'Unicef en Irak, Miguel Mateos Muñoz.

Son organisation œuvre avec les autorités de Bagdad, mais aussi du Kurdistan autonome (nord) pour «construire un système de protection sociale» et aider «ces enfants à sortir de la pauvreté», assure-t-il.

Des programmes pour «consolider les compétences et l'éducation des enfants et reporter leur entrée sur le marché du travail après les 18 ans» sont également prévus, dit-il. Le Comité international de secours (IRC) a mis en garde contre une «flambée alarmante» du travail des enfants, tout particulièrement à Mossoul, où la reconstruction piétine.

Environ 90% des ménages sondés dans la métropole du nord «ont un enfant ou plus qui travaillent», assurait l'ONG fin 2022 après avoir interrogé 411 foyers et 265 enfants.

Environ 75% de ces mineurs ont un emploi «informel et dangereux, dans la collecte des ordures, de la ferraille ou dans la construction», indiquait l'ONG. Dans un atelier de Bagdad, Mohamad Jabbar, 14 ans, fabrique des tamis utilisés sur les chantiers en échange de six dollars par jour.

Depuis l'âge de sept ans, il travaille, tout comme son frère aîné, pour aider ses parents à subvenir aux besoins d'une famille de sept personnes. «J'aimerais étudier et devenir ingénieur», confie-t-il de manière candide, «mais ma famille a besoin de moi».

Publicité

## Société de Construction à Oran envisage de recruter pour les besoins de ses Projets.

### Poste 01 : Commercial(e) Sédentaire

Chargé(e) des Estimations et devis

Profil: Diplôme universitaire d'Ingénieur d'Etat en Mécanique, Hydraulique ou Chimie industrielle/ Master en Sciences économiques ou Commerciales  
Expérience professionnelle : Deux (02) années dans une entreprise en milieu industriel

### Poste 02 : Commercial Itinérant

Chargé des Ventes et prospection

Profil: Diplôme universitaire d'Ingénieur d'Etat en Mécanique, Hydraulique ou Chimie industrielle/ Master en Sciences économiques ou Commerciales  
Expérience professionnelle : Deux (02) années dans une entreprise en milieu industriel.

### Poste 03 : Ingénieur d'affaires.

Profil : Diplôme d'Ingénieur d'Etat en Génie Civil (filière construction métallique).  
Expérience professionnelle : 05 années dans un poste similaire.

### Poste 04 : Superviseur de chantier.

Profil : Diplôme BTS de Technicien Supérieur Génie Civil (filière construction métallique).  
Expérience professionnelle : 07 années dans un poste similaire.

CV à envoyer : [system.dz@yahoo.com](mailto:system.dz@yahoo.com)

## APARTEMENTS

■A vendre F2, 3<sup>e</sup> étage à Cap Falcon acté, livret foncier  
Tél : 0666.19.98.50

■A louer F2, 2 PC, 1<sup>er</sup> étage, El Bahia (Oran) – Tél : 0661.20.11.23

■Vds F3 80 m<sup>2</sup>, 3<sup>e</sup>, 2F, avec balcon, en face restaurant Coralina Akid Lotfi + Vds F4 aménagé F3, 100 m<sup>2</sup>, 4<sup>e</sup>. Hai Salem + vds F5 130 m<sup>2</sup>, ttes comm, ch/c + climat + hammam, dble F + Box 2 voit, prom. Benamar 2 ascenseurs en face Tribunal militaire – 0773.24.62.36

■Vends studio neuf, ttes commodités au 1<sup>er</sup> étage à côté du Front de mer, Oran – Tél : 0698.60.64.99

## LOCAUX

■A louer local de 25 m<sup>2</sup> à usage de bureau ou commercial situé sur gd Bd à Fernand-ville/ Oran – Tél : 0770.96.47.96

■Vente ou location d'un local sup 20 m<sup>2</sup>, avec soupente, rideau électrique, refait à neuf, convient ttes activités, Millénium, non loin de la daïra de Bir El Djir – Tél : 0794.76.63.92

■A louer et à vendre local 26 m<sup>2</sup> (Yasmine environ café Dubai) + Local à Sidi Bachir 13 m<sup>2</sup> + vitrine internet sur l'autoroute près station de Hadeji + Appart F2 Chhaïria Bethioua – 0777.78.16.73

## VILLAS

■A vendre maison de maître 220 m<sup>2</sup> RDC à Cap-Falcon – Tél : 0661.20.11.23

■Vends belle villa 300 m<sup>2</sup> située à Oran, R+2 deux cours, garage pour 3 voitures, hammam, 3 sdb, (une à chaque niveau) 3 gds salons + 7 chambres, chauffage central et climat dans chaque chambre, villa actée + L.F – Curieux s'abstenir – Tél : 0558.10.51.77

■A vendre maison Tlemcen, 02 façades, sup 232 m<sup>2</sup>, actée + livret foncier, 3 niveaux + grand garage avec dépôt + 02 magasins sur grand boulevard commercial Ghezlaoui Abdesselam – Tél : 0770.49.01.71

■Vente belle villa de 400 m<sup>2</sup> à Trouville, vue sur mer ; toutes commodités 2 niveaux, avec garage et jardin, idéale pour promotion immobilière. Tél : 0698.60.64.99

■Boulevard Bastié Oran, grande habitation de 340 m<sup>2</sup> a 2 façades et 4 étages, comprenant un bain maure avec 2 chaudières et 2 puits occupant l'ensemble, du rez-de-chaussée, 1 appartement dans chaque étage avec cour, terrasse et balcon – Contact : 0674.21.19.65

■Vds villa au Camp 5, Aïn El Bia, Bethioua, Arzew, 317 m<sup>2</sup> clôturé, avec piliers, actée + L/F, gd garage, gd jardin, bâti 110 m<sup>2</sup>, 2 faç 25/23, dont 1 ss vis-à-vis, faisant coin de rue, 3 pces etc. ensoleillée, très calme, T. bon vois. Courtier s'abstenir – P. offert 1.150 – Tél : 0771.90.60.15

## VEHICULES

■Vends Dacia Lodji, 7 places, Break, 11.000 km, An 11/2021 diesel, 0 retouche, état neuf, carte grise Safia – Tél : 0656.05.02.61

## EMPLOIS

■Entreprise privée recrute un chef d'atelier en chaudronnerie et un dessinateur-projeteur en charpente métallique ; envoyez CV au : [contact@enofam.org](mailto:contact@enofam.org)

## DIVERS

■A louer numéro de taxi, Oran 31 – Tél : 0659.69.69.50

■A louer numéro de taxi à Oran. Contacter : 0794.24.72.23

■Médecin vd matériel labo complet déjà servi Es Senia – Tél : 0552.28.05.58

■Vends bacs à lait 12 litres TBE Tél : 0772.59.00.66

■Vds Pressing sous emballage, machine à sec, 03 réservoirs (15 kg) REAL STAR – Table à repasser et détacher avec fer à repasser COMEL – Presse pneumatique Universel – Mannequin, alim eau et pression autom PONY – Px 350 U ou échange contre voiture neuve. Tél : 0550.60.60.82

**PENSÉE**  
A la mémoire de notre chère et regrettée mère  
**Mme GOURAD Nadia**  
née le 02 mars 1965 décédée le 09 juillet 2020. Aujourd'hui le 02 mars 2023, jour de ton anniversaire mais malheureusement tu n'es plus là, mais tu es partout où je suis. En cette occasion, ta fille RERBAL Farah et ton fils RERBAL Zakaria demandent à tous ceux qui t'ont connue d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire.  
Puisse Dieu Le Tout-Puissant t'accueillir en Son Vaste Paradis.  
Ta fille et ton fils qui ne t'oublieront jamais

**PENSÉE**  
A la mémoire de notre très chère et regrettée mère  
**Hadja Saadia BENGANA**  
Cela fait une semaine que tu nous as quittés pour un monde meilleur, laissant derrière toi un vide irremplaçable. Ton souvenir restera à jamais gravé dans nos cœurs. Ces jours-ci sont pleins de tristesse et il nous reste qu'à prier Dieu Le Miséricordieux de t'accueillir en Son Vaste Paradis.  
Ton mari Abdallah TIDJANI, tes enfants et tes petits-enfants  
إنا لله وإليه راجعون

**PENSÉE**  
Cela fait 16 ans le 03.03.2007 depuis que vous nous avez quittés à jamais, ressentant toujours le vide que vous avez laissé dans nos cœurs chers parents  
**DJAFRI Miloud et CHAAF Fatma.**  
Vous nous avez quittés pour un monde meilleur.  
En ce douloureux souvenir nous demandons à tous ceux qui vous ont connus, de prier pour vous et lire la Fatiha pour votre âme.  
«A Dieu nous appartenons et Lui nous retourmons.»  
Vos enfants.

**PENSÉE**  
«وَكُلٌّ مِنْ عَلَيْهَا قَانٌ وَبَقِيَ وَجْهٌ رَيْكَ ذُو الْجَلَالِ وَالْإِكْرَامِ»  
A la mémoire de mon cher père  
**Hadj Abdelkader Messaouda Relizane.**  
Demain inshallah, le 03/03/2023, ça fera 25 ans depuis que tu nous as quittés. Tu es parti pour un monde meilleur et éternel, laissant derrière toi un vide que personne ne pourra combler. Sache que tu resteras toujours dans nos cœurs. Depuis ta disparition la vie n'a plus la même saveur et que rien ne peut égaler ta sagesse, ta présence et ta tendresse. En cette douloureuse circonstance, ton fils **Kouider** demande à tous ceux qui t'ont connu d'avoir une pieuse pensée en ta mémoire. Que Dieu Tout-Puissant t'accueille en Son Vaste Paradis. Repose en paix  
«وَبَشِّرِ الَّذِينَ إِذَا أَصَابَتْهُمْ مُصِيبَةٌ قَالُوا إِنَّا لِلَّهِ وَإِنَّا إِلَيْهِ رَاجِعُونَ»  
Ton fils Kouider

Promotion immobilière Reguig Bachir  
Rue Cheikh Khaldi route d'université W. Mascara  
**Avis d'appel d'offres n°01 du 19.02.2023**  
La promotion immobilière Reguig Bachir lance un avis d'appel d'offres pour  
\*1- Mission étude et suivi pour réalisation d'une piscine et salle de sports d'une superficie de 1.500 m<sup>2</sup>  
\*2- Fourniture et pose d'un mur rideau et alico bande pour un immeuble de bureau R+5  
- Mur rideau 300 M<sup>2</sup>  
- Alico bande : 200 m<sup>2</sup>  
Un délai de 20 jours et accordé au concourants pour déposer leurs offres à partir de la date de l'apparition de cette Avis d'Appel d'Offres  
Les intéressés peuvent se rapprocher de l'adresse du projet ou nous contacter par téléphone ou email suivant ;  
Adresse : rue Cheikh Khaldi route de l'université W. Mascara Tél : 0667.21.20.42 / 0774.10.42.71  
Email : [sarlbattirrachid@gmail](mailto:sarlbattirrachid@gmail). [Le promoteur](#)

**OFFICE PUBLIC DE COMMISSAIRE-PRISEUR**  
**Maître TOUNSI LAHOUIRIA**  
13 Rue GHERRAS BOUAZZA Es-Senia. Tél : 041.56.32.69 - Mobile : 0772.15.56.94  
**Avis de vente aux enchères par voie de soumissions cachetées**  
Au profit de Sonatrach Complexe G.P.2. 2<sup>ème</sup> tentative - Le jeudi 09/03/2023 à 10h du matin

Lots	Désignation
01	Un lot de PDR Diverses + un lot de pneus pour engins de chantier

**Conditions de vente :** Les personnes intéressées par le présent avis sont priées de se rapprocher de l'office munies de pièce d'identité pour s'inscrire à partir de la parution du présent avis  
**Jours de visite :** Le 06/07/2023 de 9h à 15h  
[Le Commissaire-priseur](#)



TF1

21.10 Safe



Série de suspense - Grande-Bretagne - 2018

Saison 1 - Episode 1/8 : Jour un  
Avec Michael C. Hall, India Fowler, Amy James-Kelly, Isabelle Allen

Depuis qu'il a perdu sa femme, Tom Delaney, un chirurgien, entretient des rapports difficiles avec Jenny, sa fille aînée de 16 ans. Un soir, l'adolescente se rend à une fête organisée chez une copine. Elle compte y retrouver son ami, Chris. Mais la soirée dégénère. Peu après, les deux jeunes gens disparaissent.

2

21.10 Envoyé spécial



Présenté par Élise Lucet

Pour traiter de l'inéluctable réchauffement climatique en ordre de marche, l'émission choisit un angle inédit : imaginer le visage de la France en 2100, et les nombreuses conséquences des nouveaux paysages qu'arboreront ses bandes côtières.

3

21.10 Le canal des secrets



Téléfilm policier - France - 2019  
Avec Annelise Hesme, Aurélien Wiik, Annie Gregorio, Laurent Bateau

Dans l'Aude, le cadavre de Sandrine Richomme, coincé dans une écluse du canal du Midi, est découvert. Les premières constatations sont accablantes pour son mari Etienne, qui est juge. Une brillante commissaire parisienne, Izia Moreno, est mandatée pour enquêter.

CINE + PREMIER

20.50 Otage



Thriller - Etats-Unis - Allemagne - 2005

Avec Bruce Willis, Kevin Pollak, Jimmy Bennett, Michelle Horn

A la suite d'une opération qui a mal tourné, Jeff Talley, négociateur lors de prises d'otages, a quitté la police de Los Angeles. Il est désormais shérif de Bristo Camino, une petite bourgade de Californie. La vie s'y écoule paisiblement. Mais trois jeunes malfrats s'introduisent dans une villa et prennent les occupants en otages.

JEUDI

6

21.10 Pékin express



Saison 17 - Le choix secret  
Présenté par Stéphane Rotenberg

Grande nouveauté pour cette troisième étape de l'aventure : une équipe surprise, fraîche et reposée, les rejoint, prête à en découdre. Minant le moral des duos usés par les deux premières étapes boliviennes et mettant à mal les alliances des deux semaines précédentes, elle redistribue les cartes, devenant rapidement la cible à abattre.

RTL 9

20.55 Instincts meurtriers



Film policier - Etats-Unis - Allemagne - 2004

Avec Ashley Judd, David Strathairn, Samuel L. Jackson, Andy Garcia

Récemment promue à la brigade criminelle, Jessica Shepard se voit confier une difficile affaire de meurtres en série. Elle se rend bien compte qu'elle sert de lien entre tous ces morts. Troublée par des indices qui lui rappellent son père et par de curieuses pertes de mémoire, elle plonge peu à peu dans la confusion la plus totale.

CANAL+

21.09 Your Honor



Série dramatique - Etats-Unis - 2023  
Saison 2 - Episode 3/10

Avec Bryan Cranston, Hope Davis, Andre Ward-Hammond

Jimmy Baxter apprend qu'un nouvel appel d'offre va concerner le terrain que la ville lui avait accordé. Michael tente de résister à la pression que lui met Olivia Delmont pour l'aider à trouver des preuves contre le patron de la mafia locale.

TMC

21.25 Captain America : le Soldat de l'hiver



Film d'action - Etats-Unis - 2014  
Avec Chris Evans, Robert Redford, Samuel L. Jackson, Sebastian Stan

Deux ans après l'invasion de New York, Steve Rogers travaille toujours pour le SHIELD, l'agence dirigée par Nick Fury. Il apprend un jour que le SHIELD prévoit de construire des vaisseaux capables d'anéantir une menace avant qu'elle ne se concrétise. Peu de temps après, Fury est attaqué par le terrible «soldat de l'hiver».

TF1

21.10 Restos du cœur



Du 12 au 16 janvier, devant le public de la Halle Tony Garnier de Lyon, 47 artistes de renom ont participé au spectacle 2023 des Enfoirés, interprétant notamment le single de cette édition, «Révons». Dès le lendemain de cette diffusion, le double CD et le double DVD «2023 Enfoirés un jour, toujours» seront mis en vente au profit des Restos du cœur.

2

21.10 Le crime lui va si bien



Téléfilm de suspense - France - 2021  
Saison 2023 - Episode 4 - Mauvais rôle

Avec Claudia Tagbo, Julien Ratel, Hélène Seuzaret, Bruno Lochet  
Sept ans que la capitaine Gaby Molina n'avait pas revu Antoine, son ex-mari et père de son fils. Comédien, ce dernier a décidé d'engager Gaby comme conseillère technique sur le tournage d'une série policière dans laquelle il tient le rôle principal.

3

VENREDI

6

21.10 La TV des 70's



Avec l'élection présidentielle de 1974 et l'arrivée au pouvoir de Valéry Giscard d'Estaing, la télévision française rentre dans une nouvelle ère de modernité. En effet, une de ses premières décisions implique de séparer l'ORTF en trois chaînes publiques, mais autonomes et concurrentes : TF1, Antenne 2 et FR3. Une course à l'audience s'engage alors...

CINE + PREMIER

20.50 Flight



Drame - Etats-Unis - Emirats arabes unis - Arabie Saoudite - 2012  
Avec Kelly Reilly, Don Cheadle, Denzel Washington, John Goodman

Commandant de bord expérimenté, Whip Whitaker est un consommateur de cocaïne. Après une nuit agitée, il assure la liaison entre Orlando et Atlanta sur un vol commercial. Les conditions météo sont très mauvaises. Peu de temps avant l'atterrissage, l'avion devient soudain incontrôlable.

21.10 Arnaques !



Présenté par Julien Courbet

Dans ce numéro, Julien Courbet et ses équipes décryptent d'abord des arnaques de ventes frauduleuses de maisons en bois. A Plaintel, en Bretagne, Loïc et Eloïse ont notamment payé un promoteur immobilier pour un logement inachevé tandis qu'à Royan, Claire, a versé plusieurs acomptes, pour rien. Entre Versailles, Marseille et Paris, des dizaines de particuliers ont quant à eux perdu des milliers d'euros à cause d'un as de l'arnaque, un certain Monsieur G.

CINE + FAMIZ

20.50 Spider-Man : Homecoming



Film fantastique - Etats-Unis - 2017  
Avec Tom Holland, Michael Keaton, Robert Downey Jr., Marisa Tomei

A New York, Adrian Toomes et ses ouvriers travaillent sur le vaste chantier laissé par le combat entre les Avengers et des extraterrestres. Mais, débarqués sans ménagement par le gouvernement, ils n'ont que le temps d'escamoter un peu de technologie extraterrestre avant de quitter le chantier.

CANAL+

21.09 Les Vieux Fourneaux 2 : bons pour l'asile



Comédie - France - 2022  
Avec Pierre Richard, Eddy Mitchell, Bernard Le Coq, Alice Pol

Pierrot, toujours aussi dynamique et engagé, est emmené au commissariat après une action d'éclat menée dans les rues de Paris avec quelques complices retraités comme lui. Quand il rentre dans le superbe appartement haussmannien de son amie Fannan, il apprend de la bouche de son ami et complice Baba, que Modibo et Charlie, deux jeunes migrants, sont en situation délicate.

CINE + FRISSON

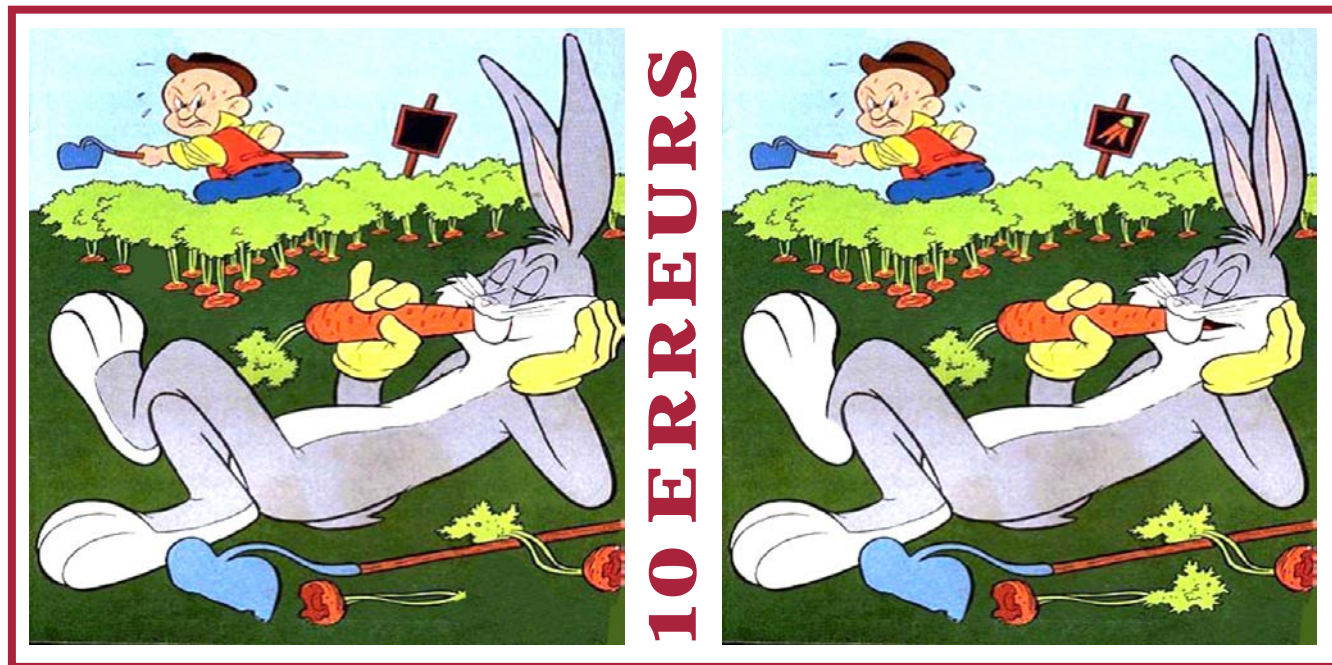
20.50 Voyageurs



Film de science-fiction - Etats-Unis - République tchèque - Roumanie - Grande-Bretagne - 2021  
Avec Colin Farrell, Tye Sheridan, Lily-Rose Depp, Fionn Whitehead

Dans un futur proche, la Terre est devenue inhabitable à force de chaleur et les populations du globe sont frappées par de terribles maladies. Des scientifiques cherchent inlassablement une planète qui pourrait accueillir des vies humaines.







## Etats-Unis : près de 15,5 millions d'enfants infectés par la COVID-19



**P**près de 15,5 millions d'enfants aux Etats-Unis ont été testés positifs à la COVID-19 depuis le début de la pandémie, selon le dernier rapport de l'Académie américaine de pédiatrie (AAP) et de l'Association des hôpitaux pour enfants.

Plus de 121.000 de ces cas ont été enregistrés au cours des quatre dernières semaines, et près de 28.000 cas d'enfants infectés par le nouveau coronavirus ont été signalés au cours de la semaine se terminant le 23 février, indique le rapport. Au cours des cinq derniers mois, les cas d'enfants signalés chaque semaine aux Etats-Unis se sont stabilisés autour d'une moyenne de 32.000 cas. Les chiffres représentent probablement un «sous-dénombrement substantiel» des cas de COVID-19 chez les enfants, selon le rapport. Il est nécessaire de recueillir davantage de données spécifiques à l'âge pour évaluer la gravité de la maladie liée aux nouveaux variants ainsi que les effets potentiels à plus long terme, note le rapport. Il est important de reconnaître que la pandémie a des effets immédiats sur la santé des enfants, mais nous devons surtout identifier et traiter les impacts à long terme sur le bien-être physique, mental et social de cette génération d'enfants et de jeunes, a déclaré l'AAP.

## Nigeria: le candidat du parti au pouvoir vainqueur de la présidentielle



**L**e candidat du parti au pouvoir au Nigeria, Bola Tinubu, a remporté mercredi l'élection présidentielle dans le pays le plus peuplé d'Afrique, selon les résultats officiels proclamés par la Commission électorale nationale (Inec). M. Tinubu, du Congrès des progressistes (APC), a obtenu 8,8 millions de voix, devant ses principaux rivaux Atiku Abubakar du Parti démocratique du peuple (PDP, 6,9 millions de voix) et Peter Obi du Parti travailliste (6,1 millions de voix), au terme d'une des élections les plus disputées de l'histoire démocratique du Nigeria. Il obtient également 25% des voix dans au moins deux tiers des 36 Etats de la fédération ainsi que le territoire de la capitale Abuja, une condition nécessaire pour être déclaré vainqueur. Plus de 87 millions d'électeurs étaient appelés urnes samedi et le vote, dont la participation n'est pas encore connue, s'est globalement déroulé dans le calme.

# Le Quotidien

D'ORAN  
Edition Nationale d'Information

## Grèce: au moins 36 morts dans une collision frontale entre deux trains



**A**u moins 36 personnes sont mortes et 85 ont été blessées en Grèce dans une violente collision frontale survenue mardi soir entre un convoi de marchandises et un train de passagers effectuant le trajet entre Athènes et Thessalonique (nord), selon un nouveau décompte publié mercredi par les pompiers.

En outre, «66 personnes ont été hospitalisées dont six sont en soins intensifs», a-t-il ajouté alors qu'un précédent bilan faisait état de 85 blessés au total. Aucune précision n'a été fournie à ce stade sur les

raisons pour lesquelles les deux trains sont entrés en collision. Mais sous la violence du choc, les locomotives et wagons de tête ont été pulvérisés et les conducteurs de deux trains tués sur le coup.

Aux premières lueurs du jour, des images montraient des wagons calcinés dans un enchevêtrement de pans de métal et de fenêtres brisées.

D'autres wagons moins endommagés étaient renversés sur le côté tandis que des secouristes utilisaient des échelles pour tenter de dégager des survivants. Selon des

indications des secours dans la nuit, 194 passagers ont pu être évacués. D'après les médias grecs, il s'agit du «pire accident ferroviaire que la Grèce ait jamais connu». Mardi peu avant minuit plusieurs wagons ont déraillé au nord de la ville de Larissa, dans le centre du pays, au niveau de la vallée de Tempé, après la collision entre un train de marchandises et un autre convoi transportant 350 passagers, selon le porte-parole des pompiers. Un deuil de trois jours a été décrété en Grèce.

## Tchad : au moins 11 morts dans des affrontements entre éleveurs et cultivateurs



**A**u moins onze personnes sont mortes mardi au Tchad à 600 km à l'est de la capitale N'Djamena, après un conflit entre éleveurs et agriculteurs, a indiqué un haut responsable local sous couvert de l'anonymat mardi à l'AFP. Les affrontements entre les deux communautés ont débuté lundi dans la sous-préfecture de Mangalmé à la suite d'un vol de bétail, a précisé la même source. En août, 22 personnes avaient été tuées dans des affrontements analogues entre cultivateurs et éleveurs à 500 km au sud de N'Djamena. Ces violences récurrentes opposent généralement des éleveurs nomades arabes aux cultivateurs autochtones sédentaires qui accusent les premiers de saccager leurs champs en y faisant paître leurs animaux. Les violences entre ces communautés sont fréquentes dans le centre et le sud du pays, mais aussi dans l'est, où nombre d'habitants sont armés. Les nomades viennent généralement des zones arides sahéliennes du nord du Tchad et veulent de plus en plus se sédentariser sur des terres plus fertiles propices à l'élevage de leurs dromadaires et moutons notamment.

## Le monde a connu 22 catastrophes naturelles depuis le début 2023

**L**e Système mondial d'alerte et de coordination en cas de catastrophe (GDACS) a surveillé 22 catastrophes naturelles «extrêmement dangereuses» ou «dangereuses» au cours des deux premiers mois de l'année 2023 en cours. Ce système est un cadre de coopération entre les Nations Unies, la Commission européenne et les gestionnaires de catastrophes du monde entier, et vise à améliorer les alertes, l'échange d'informations et la coordination dans la première phase après des catastrophes majeures soudaines. Le système a estimé que les tremblements de terre qui ont frappé le sud de la Turquie et le nord de la Syrie le 6 février étaient les «plus violents» de ces catastrophes en termes d'impact et de répercussions. Depuis le début de l'année 2023, 4 catastrophes majeures ont été enregistrées qui représentaient un «danger extrême» pour la population et peuvent être qualifiées de dévastatrices, et la moitié d'entre elles ont frappé la seule Turquie. Le 6 février, la Turquie a été frappée par plusieurs tremblements de terre dévastateurs centrés sur l'Etat de Kahramanmaraş (sud), l'une des catastrophes les plus dévastatrices depuis des années et la plus importante d'Europe depuis un siècle. D'énormes incendies de forêt se poursuivent au Chili depuis le 2 février, et ils ont été classés comme catastrophes «très graves».



## EDITORIAL

El-Houari Dilmi

### COURSE CONTRE LA MONTRE

**L'**autosuffisance alimentaire est à portée de main, a rassuré le président Tebboune. Il s'est surtout félicité des résultats positifs réalisés ces dernières années par le secteur de l'agriculture qui contribue à hauteur de 14,7% dans le Produit intérieur brut (PIB). «Les étrangers me demandent avec étonnement pourquoi l'Algérie importe des céréales malgré ses capacités en eau et ses vastes zones agricoles», a confié le président à l'ouverture des Assises nationales de l'agriculture. Se montrant confiant quant à la capacité du secteur agricole à assurer la sécurité alimentaire des Algériens, le chef de l'Etat a mis le doigt sur une tare dont pâtissent de nombreux segments de l'économie nationale. Il s'agit de la difficulté de mettre en place un système national d'information statistique effi-

cient, qui puisse servir de tableau de bord aux décideurs. Citant l'exemple édifiant de la grande difficulté à recenser le cheptel ovin, Tebboune a pris la mesure de la fausseté des chiffres, et par conséquent la prise de la mauvaise décision. «Le processus de numérisation des données du secteur agricole nous a révélé que la superficie cultivée est la moitié de la superficie déclarée précédemment», a déclaré le chef de l'Etat, mettant en cause la remontée de l'information, avec des chiffres qui ne reflètent pas toujours la réalité, a-t-il déploré. Pas seulement dans le secteur de l'agriculture, des données approximatives, voire erronées, ne permettent pas de prendre

les bonnes décisions et mettre en place les stratégies idoines pour arriver à l'objectif escompté. Le président veut aller vite, surtout que ce sont les filières stratégiques, comme la céréaliculture et la filière laitière et de production de viandes, qui sont les plus déficitaires. «Il faut absolument arriver à une moyenne nationale de 30 à 35 quintaux à l'hectare pour assurer une autosuffisance dans cette filière vitale», a instruit le chef de l'Etat. Mais plus qu'un problème de moyens colossaux dont bénéficie le secteur du travail de la terre, c'est surtout un manque de fermeté et d'application à la lettre des instructions, du point de vue du premier responsable du pays. Autrement dit, le pays a besoin d'une autre révolution d'abord dans les mentalités, parce que l'on ne peut plus produire du pétrole pour acheter de l'ail !